

11^e année Nouvelle série

c.m.
revue mensuelle

N° 85

Juin 1980

Pierre Gillis

SCIENCE
ET IDÉOLOGIE

Editorial

Claude Renard

UNE « UNION
NATIONALE »
ANTIPOPULAIRE

Pierre Joye

CRISE
OU PAS CRISE
DANS LES PAYS
SOCIALISTES

Giuliana Bruno

THÉORIES
DU CINÉMA



**cahiers
marxistes**

Sommaire

Claude Renard Une « union nationale » antipopulaire (éditorial)	p. 1
Pierre Joye Crise ou pas crise dans les pays socialistes ?	p. 9
Pierre Gillis Science et idéologie, ou le difficile tracé d'une mouvante frontière	p. 20
Giuliana Bruno Quelques théories du cinéma	p. 33
En diagonale : Crèches : le loup dans la bergerie La paix et les jeux	p. 45 p. 47
A livres ouverts	p. 49
En revues	p. 54

Illustrations : Walter

Comité de patronage :

Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve •

Comité de rédaction :

Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Augustin Duchateau, Pierre Ergo, Serge Govaert, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Christine Renard, Claude Renard, Christian Vandermortten, Jean-Paul Vankeerberghen, Benoît Verhaegen.

Rédacteur en chef : Rosine Lewin

Secrétaire de rédaction : Pierre Ergo

Édité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

CLAUDE RENARD

Une « union nationale » antipopulaire

Après une crise de 45 jours, le gouvernement Martens III a succédé au gouvernement Martens II. Depuis le 18 mai dernier, des ministres socialistes et démocrates-chrétiens voisinent donc, au sein de cette « hexapartite » dite d'union nationale, avec des chefs de file du CEPIC et des néo-libéraux.

Il n'a même pas fallu attendre l'investiture de cette équipe pour que se manifeste la résistance populaire au démantèlement des acquis sociaux. Cette résistance constitue aux yeux du parti communiste le préalable à tout changement politique, et singulièrement à la remise en cause de la participation des libéraux au pouvoir. Un préalable — cela signifie que la résistance populaire seule peut ne pas suffire. Le changement postule de surcroît qu'une pression suffisamment précise soit exercée sur les élus du monde du travail pour qu'ils refusent d'entériner les mesures rejetées par le mouvement ouvrier.

Au cours du débat d'investiture au Sénat, Claude Renard, président du Conseil régional wallon du PCB, a exprimé les raisons de la méfiance et de l'opposition des communistes à l'égard du programme présenté par M. Martens. Nous donnons ci-après le texte de cette intervention.

Le gouvernement nous ayant annoncé le dépôt imminent ou prochain de projets de loi qui mettront en forme les idées maîtresses de sa déclaration, je me bornerai pour aujourd'hui à des observations générales.

Nous ne dirons pas mécaniquement « non » à tout, car, bien que le poids de la droite se soit considérablement alourdi au sein de la majo-

rité, celle-ci est loin d'être homogène et il peut encore arriver que le mouvement des masses rende possibles des décisions politiques opportunes, en tout cas plus heureuses que celles que vous venez de prendre concernant les Jeux olympiques et les exportations vers l'Iran. Je pense en particulier au prolongement du délai que le gouvernement Martens II s'était accordé avant de prendre une position définitive sur la question des euromissiles et à la portée que ce quasi moratoire pourrait revêtir si certaines des idées exprimées par le premier ministre, lors de la quatrième conférence de l'Union interparlementaire, se traduisaient par des démarches actives en faveur de la détente. Nous souhaitons quant à nous un moratoire de deux ans. Il est en outre essentiel que le Parlement joue dans cette affaire le rôle qui lui revient. Le gouvernement le concède, mais dans des termes qui gagneraient à être précisés, car le problème est trop grave pour que ce rôle puisse être interprété selon la conjoncture, avec le risque d'une interprétation restrictive.

En ce qui concerne la réforme de l'Etat, nous trouvons dans l'accord de gouvernement quelques innovations qui justifient après coup les principaux motifs de notre opposition à l'ancien projet 261, sur lequel nous avons émis des votes « à la carte ». On admet maintenant — mieux vaut tard que jamais — le principe de l'élection directe, celui de la responsabilité des Exécutifs devant les assemblées et celui de l'équipollence. Bien entendu, nous n'avons jamais envisagé l'application de ces principes autrement qu'à l'échelle de trois régions autonomes et nous n'avons pas changé d'avis. Sur le plan d'un « pur » raisonnement politique, on peut sans doute admettre que le règlement du contentieux bruxellois n'intervienne que dans une étape ultérieure, mais encore faudrait-il pouvoir donner des bases sûres à cet échelonnement des solutions. Ces bases lui font actuellement défaut. Concrètement, les progrès que je viens de relever dans l'approche des réformes institu-

LES LIBÉRAUX ONT
UN GROS AVANTAGE: ILS
NE PARLENT NI WALLON, NI
FLAMAND, NI BRUXELLOIS:
ILS PARLENT FRIC!



tionnelles restent, en effet, hypothéqués par la menace d'une solution boiteuse pour Bruxelles. Il ne peut être question d'accepter que la région bruxelloise soit mise sous tutelle, tout simplement parce que c'est foncièrement antidémocratique. Une tutelle n'est d'ailleurs pas indispensable pour permettre aux deux communautés qui vivent à Bruxelles d'avoir leur politique propre dans les matières culturelles et personnalisables, en évitant toute discrimination. Il faudrait pour cela que les partis représentatifs des deux communautés bruxelloises recherchent ensemble un *modus vivendi* qui ne saurait leur être imposé de l'extérieur. Ce n'est du reste pas seulement sur l'ensemble de la problématique bruxelloise qu'il faudrait poursuivre la discussion, comme le premier ministre l'a proposé, mais aussi sur les autres problèmes difficiles — et souvent spécifiques — qui se posent ou que l'on a artificiellement suscités dans plusieurs communes à statut spécial, des Fournons à Mouscron-Comines. Une chose est de considérer que certains de ces problèmes ne sont pas solubles immédiatement, autre chose est de faire comme s'ils n'existaient pas. En persistant à les escamoter, vous les aggraverez.

Le principe de l'élection directe étant retenu, ce qui est à nos yeux très important, nous aurons à examiner ultérieurement les modalités de sa mise en œuvre. Le gouvernement propose un Sénat semblable à celui qui avait été prévu par le pacte d'Egmont-Stuyvenberg. Ses compétences seraient surtout régionales et communautaires, mais il conserverait néanmoins des compétences nationales à déterminer. On pourrait à la rigueur accepter cette formule pour autant qu'elle ne nous ramène pas, par des voies obliques, à un bicaméralisme proche du système actuel et surtout à une nouvelle tentative de récupérer la réforme au profit du pouvoir central.

L'essentiel réside évidemment dans les compétences et les moyens qui seront attribués aux composantes régionales et communautaires de ce Sénat nouvelle manière. De ce point de vue, nous devons malheureusement constater que l'on n'a pas progressé d'un saut de puce par rapport à l'article 29 de l'ancien projet 261, spécialement en matière de politique économique, et par rapport au projet 260 que nous n'avons pas eu l'occasion de discuter. C'est même plus grave puisqu'il s'agit cette fois d'une réforme définitive. J'y reviendrai lorsque nous discuterons des deux projets de loi annoncés, mais, pour ce qui est des compétences, je ne pourrai que reprendre à cette occasion les critiques que j'avais formulées contre l'article 29 le 20 mars dernier.

Il vous est toujours loisible d'affirmer que tout cela est définitif, mais vous ne pourrez empêcher que des réformes économiques à la mesure des besoins, axées sur la défense et la relance de l'emploi, ne continuent à être l'enjeu, surtout en Wallonie, de luttes ouvrières et populaires qui tendront nécessairement à élargir le champ des compétences du pouvoir régional. Ou bien ce pouvoir se conformerait à des limitations légales qui l'empêcheraient d'agir efficacement, ou bien il prendrait en compte les aspirations de son peuple et nous verrions alors se créer dans le pays des tensions plus dangereuses que jamais.

La même remarque vaut pour les moyens. A cet égard, il n'est pas douteux que l'accord de gouvernement porte la trace d'un compromis qui a largement tenu compte de la position libérale. Sans doute, la régionalisation n'est-elle pas la fédéralisation, mais une régionalisation réellement opérationnelle et démocratique aurait dû et aurait pu aller beaucoup plus loin dans le transfert des recettes fiscales, lesquelles sont gérées de manière autonome, à concurrence de 40 à 50 %, partout où existent des pouvoirs fédérés. Et c'est tout de même dans ce sens qu'il faudra avancer si l'on veut régler une fois pour toutes les problèmes de l'Etat belge. Voyez les positions adoptées par la FGTB et son Interrégionale wallonne.

Dans sa déclaration, le premier ministre annonce, sans apporter de précisions, qu'il faudra prendre des mesures propres à « garantir la stabilité du Parlement et du gouvernement ». On jugera ces mesures sur pièce. Mais on peut s'étonner qu'il en faille de spéciales pour garantir la stabilité d'une majorité qui est majoritaire à ce point ! En fait, un gouvernement soucieux de « répondre aux grands défis de l'heure » pourrait fort bien le faire dans le cadre du fonctionnement actuel des institutions parlementaires, à condition d'obtenir assez vite des résultats probants qui lui assureraient la confiance de nos concitoyens. La vérité, c'est que cette majorité, en raison de son caractère hétérogène, est aussi instable que numériquement imposante. Et sans doute sait-elle que ses options politiques essentielles ne tarderont pas à soulever des oppositions qui seront nécessairement beaucoup plus larges — en tout cas au début — que celles qui s'exprimeront au niveau parlementaire. On peut déjà se référer à celle de l'Union des Villes et Communes qui a tenu un langage très clair, mercredi dernier, lors de son assemblée générale.

L'accord de gouvernement réserve une large place au problème de l'énergie. Il annonce même que le débat parlementaire sur la politique énergétique — débat déjà promis en son temps par M. Tindemans — « sera poursuivi le plus rapidement possible. » J'ignore comment on peut poursuivre un débat qui n'a jamais commencé, mais l'on ne saurait tenir rigueur à M. Martens III de son indulgence fraternelle pour MM. Martens II et I. Il importe surtout que ce débat commence effectivement et sans trop tarder.

Comme l'accord de gouvernement le reconnaît lui-même, le problème de l'emploi continuera de se poser de manière particulièrement aiguë dans les années à venir. Mais qu'envisage-t-on pour y porter remède ? Il faut dire que, de ce point de vue, l'entrée des libéraux au gouvernement n'a guère modifié fondamentalement les orientations politiques. Jusqu'ici, on avait fait du néo-libéralisme sans les libéraux. Maintenant, on va faire du néo-libéralisme avec leur concours actif. Je me souviens d'avoir participé, il y a deux ou trois ans, à un débat télévisé au cours duquel M. Claes, déjà ministre des Affaires économiques, avait défendu sa « nouvelle » politique industrielle que M. Gol, autre participant, n'avait contestée que très modérément, presque pour la forme. Le chapitre de l'accord de gouvernement consacré à la politique industrielle illustre la continuité de cette politique qui favorise principalement les gros investisseurs et les secteurs les plus rentables, conformément

à la pratique constante que nous observons depuis l'adoption des lois d'expansion économique de 1959 et de 1970. On nous dit certes que les contrats conclus entre pouvoirs publics et entreprises seront revus en fonction de la réévaluation de l'efficacité de ces lois. Il est bien temps ! Les aides publiques aux investissements auraient dû permettre l'ouverture de 442.000 emplois en quinze ans si ces aides, destinées en principe à stimuler l'embauche, n'avaient été accordées, dans de nombreux cas, qu'après des licenciements ou à la suite d'une embauche éphémère. On nous dit aussi que l'accent sera mis dorénavant sur la rénovation industrielle et la reconversion plutôt que sur le maintien d'activités en déclin. Mais ce n'est pas un langage nouveau. Le thème de la reconversion alimente depuis des années les discours officiels et cela ne change rien à la situation dramatique que créent, dans certaines régions du pays, des restructurations industrielles dont le maintien du taux de profit est le but exclusif, et la disparition rapide de nos industries traditionnelles. Rien ne permet d'espérer que les choses iront mieux demain.

Aussi longtemps que la politique industrielle sera entièrement régie par les principes du libéralisme économique, aussi longtemps que la conception libérale de la rentabilité l'emportera sur l'utilité sociale, les causes profondes de la crise et du chômage continueront à produire les mêmes effets. Et ce n'est pas en substituant aux aides publiques un système encore plus généreux de détaxation, dont vous envisagez la possibilité à terme, que vous agirez plus efficacement sur ces causes. Je dirai même : au contraire, car vous priveriez ainsi les pouvoirs publics du droit de contrôle que ses interventions directes dans le soutien financier des entreprises lui font, en principe, un devoir d'exercer au bénéfice de la collectivité. Il n'y a là rien d'autre qu'une tentative insidieuse de perpétuer le système des aides publiques, tout en éliminant les inconvénients qu'il pourrait comporter, dans l'optique du grand patronat, si un autre gouvernement que le vôtre s'avisait à bon droit d'exiger des garanties et des contreparties sérieuses.

En fait, le gouvernement n'a pas de politique de l'emploi. Il a beau dire, comme ses prédécesseurs, que l'emploi constitue sa préoccupation majeure, il n'en convaincra personne dans le monde du travail et, pas davantage, parmi ceux qui ont maintenant fait l'expérience des limites et des aléas de la politique « spécifique » qu'il entend poursuivre en matière de résorption du chômage.

Aucune véritable politique de l'emploi n'est concevable sans que la durée du travail ne soit mise en rapport, globalement, avec les conséquences sociales des développements rapides de la technologie. Le problème-clé à résoudre est celui de la durée du travail et sa solution ne doit être aucunement subordonnée à un nouvel accroissement de la productivité. C'est ce que certains milieux, qui ne passent pas pour progressistes, avaient paru comprendre l'année dernière, lors de la constitution du gouvernement Martens I. Pas pour très longtemps. Et, ici encore, on n'a pas attendu l'arrivée des libéraux pour en revenir à des idées plus « raisonnables », selon les critères de la FEB, du Vlaams Economisch Verbond et de Fabrimétal. Disons plutôt que cet assagisse-

ment a été un des éléments qui ont préparé et rendu possible le glissement vers la tripartite qui a commencé sous le gouvernement précédent à l'initiative d'une fraction de son aile conservatrice.

C'est encore au nom de l'emploi que l'on justifie certaines mesures fiscales qui vont être prises en faveur du capital, en particulier la suppression de la TVA de 5 % sur les investissements, mesures qui s'ajoutent aux avantages déjà consentis antérieurement. Nous sommes loin de la taxation des grosses fortunes qui avait fait l'objet d'un bref baroud d'honneur du parti socialiste au début des pourparlers...

Il est vrai que l'on a aussi entrelardé l'accord de gouvernement de dispositions qui tiennent compte de revendications populaires, comme le décumul — appliqué avec une sage lenteur — des revenus des époux. Bien entendu, nous ne nous opposons pas à une telle mesure sous prétexte que les partis sociaux-chrétiens et socialistes ont eu l'idée saugrenue d'attendre que les partis libéraux entrent au gouvernement pour accepter enfin une réforme que le mouvement syndical et d'autres organisations progressistes réclament depuis de nombreuses années. Mais nous n'oublierons pas pour autant l'indexation des barèmes fiscaux dont, subitement, plus personne ne parle.

Quoi qu'il en soit, les allègements fiscaux prévus et d'autres dépenses ou crédits inscrits dans l'accord de gouvernement, engendreront un déficit supplémentaire de 22,4 milliards. Le gouvernement espère éponger ce déficit supplémentaire en alourdissant la fiscalité indirecte, en récupérant 3,5 milliards par la lutte contre la fraude fiscale et surtout en procédant à des coupes sombres, baptisées « assainissements », dans le budget de 1980. Tout cela s'ajoutant à la réduction de 2,2 % de la plupart des budgets qui avait déjà été décidée par le gouvernement Martens II et qui représente à elle seule 17 milliards d'économies.

ÉCOUTEZ, UNE GAZETTE QUI DIT
TANT DE MAL SUR LES PUISSANCES
DE L'ARGENT N'ENTRE PAS CHEZ MOI:
ÇA ME DÉPRIME,
ÇA ME FAIT
ACHETER
ENCORE PLUS
D'OR, ÇA ME
RUÏNE...



Parmi ceux qui, au cours de la dernière période, ont été sensibles à une certaine démagogie antifiscale, je me demande qui comprendra l'intérêt que présente la redistribution des charges proposée par le gouvernement. On reprend de la main gauche ce que l'on donne de la main droite et, en même temps, on aggrave les injustices inhérentes à la fiscalité indirecte qui met tout le monde, riches et pauvres, exactement sur le même pied. Il avait d'abord été question de n'augmenter la TVA que sur les produits de luxe ; il apparaît cependant que l'idée que l'on se fait du luxe dans les milieux gouvernementaux n'a pas beaucoup évolué depuis l'époque où les plus âgés de nos ministres militaient encore dans les organisations de jeunesse. Je suis très favorable à la promotion des transports en commun, mais il ne s'indique pas pour autant de considérer que la voiture particulière est un luxe, surtout dans un pays qui a consacré tant d'argent à la construction d'autoroutes et qui a offert ses zonings à de multiples entreprises d'automontage en invoquant les emplois que cela permettrait de créer.

La fraude fiscale a été estimée à quelque 200 milliards. Sur ces 200 milliards, qui représentent le double du déficit budgétaire de l'Etat, on compte récupérer 3,5 milliards au moyen d'une répression plus intensive. L'extrême modestie de cet objectif démontre que les grands fraudeurs du fisc pourront continuer à dormir sur leurs deux oreilles. Et je ne parlerai même pas de ces « paradis fiscaux » vers lesquels, selon le groupe B-Y, 700 milliards de nos francs ont fui depuis 1975. Par contre, tout indique que les restaurateurs et les garagistes, pour ne citer que ces deux exemples, n'ont qu'à bien se tenir. Ce sont les classes moyennes, si chères aux libéraux, qui vont payer la grosse part de ces 3,5 milliards.

Avec les « assainissements » annoncés — 13 milliards —, il est évident que nous entrons dans une phase nouvelle de la politique de régression qui frappe ou menace les grands services publics et certaines conquêtes sociales du mouvement ouvrier. Les organisations syndicales semblent heureusement décidées à faire front en toute indépendance. Dès avant les actions en cours dans les transports en commun du Hainaut, la manifestation des enseignants, le 7 mai, a montré, elle aussi, que d'importantes forces restaient disponibles pour défendre ce qui doit être défendu et, notamment, le volume de l'emploi.

L'absence, dans ce pays, d'une politique globale et rationnelle de l'emploi a des répercussions particulièrement graves sur la sécurité sociale qui devient inviable avec plus de 5 % de la main-d'œuvre active en chômage et qui l'est d'autant plus que nous n'avons pas une politique sanitaire digne de ce nom, c'est-à-dire axée sur la médecine préventive et l'éducation sanitaire. Le gouvernement déclare qu'il va mettre au point, à court terme, un projet de loi-cadre en vue d'une réforme fondamentale de la sécurité sociale. Une réforme fondamentale s'impose en effet. Nous en discuterons en temps utile, sur la base de propositions précises, mais il est déjà évident que les travailleurs ne pourront créer les conditions d'une refonte positive de la sécurité sociale qu'en la défendant contre le démantèlement qui la menace. On leur a promis de ne rien entreprendre sans concertation préalable. Il n'aurait plus manqué que cela ! De toute façon, si cette concertation devait avoir lieu de manière à permettre au gouvernement de prendre ses décisions avant le

15 août, c'est-à-dire pendant les congés payés, il est clair que l'on se trouverait en présence d'un simulacre de dialogue et d'une manipulation inacceptable des organisations sociales.

Toutes ces raisons nous amènent à nous associer aux nombreuses marques de méfiance que le mouvement ouvrier ne ménage pas — et c'est le moins qu'on puisse dire — à la nouvelle coalition gouvernementale.

SI J'ÉTAIS DANS L'OPPOSITION
JE M'ABONNERAIS!



Crise ou pas crise dans les pays socialistes ?

La crise économique qui a commencé en 1974-75 et se poursuit avec des hauts et des bas s'est-elle étendue aux pays socialistes ?

Le fait est que les rythmes de croissance s'y sont ralentis et qu'on y constate souvent des tendances inflationnistes.

Sans doute s'agit-il en partie des retombées de la crise du monde capitaliste. Les pays socialistes ne vivent pas en vase clos. Ils se sont insérés dans le circuit des échanges internationaux. Ils ressentent dès lors les conséquences d'une crise qui réduit les débouchés sur les marchés mondiaux et la montée de l'inflation à l'échelle mondiale affecte le coût de leurs importations.

Ces éléments n'expliquent toutefois que très partiellement les difficultés économiques que connaissent les pays socialistes. S'ils ne sont pas négligeables pour un petit pays comme la Hongrie dont le commerce extérieur représente 50 % du revenu national et dont 40 % des échanges s'effectuent avec les pays occidentaux, il n'en va pas de même pour un pays comme l'Union soviétique dont les exportations ne représentent que 5 % de la production et dont les échanges avec les pays occidentaux atteignent à peine 2 % du revenu national.

Il serait donc tout à fait inexact de voir dans les difficultés que rencontrent les pays socialistes un simple prolongement de la crise que connaît l'Occident, de croire que les mêmes causes y produisent les mêmes effets.

(*) Ce texte engage son auteur, mais pas le Comité central du P.C.B., dont il est membre.

Les problèmes sont différents parce que les structures économiques sont différentes. Les causes comme les conséquences sont radicalement différentes.

Dans les pays capitalistes, la crise est une crise de surproduction. Les usines ferment et le chômage s'étend parce que les capacités de production ne peuvent pas être complètement utilisées : la quantité de marchandises produites dépasse la demande solvable.

Dans les pays socialistes, au contraire, bien qu'on y construise toujours plus d'usines, les capacités de production ne sont pas toujours en mesure de fournir une quantité suffisante de produits, l'offre reste souvent inférieure à la demande solvable.

Pour le commun des mortels, la masse de la population, la situation est dès lors très différente.

Ce qui cloche chez nous, c'est qu'on n'a pas toujours assez d'argent pour acheter ce dont on a besoin bien que les magasins regorgent de marchandises.

Dans les pays socialistes, par contre, même quand on a assez d'argent, on ne trouve pas toujours tout ce dont on a besoin dans les magasins.

Reste à voir pourquoi la production n'augmente pas plus vite dans les pays socialistes et pourquoi les rythmes de croissance tendent même à se ralentir.

Pour ne pas allonger démesurément cet article, j'examinerai surtout le cas de l'Union soviétique, laissant de côté les pays socialistes d'Asie (Chine, Vietnam, etc.) et d'Amérique latine (Cuba), dont les expériences se déroulent dans un tout autre cadre, ainsi que la Yougoslavie, qui s'est engagée dans une voie autogestionnaire pour construire le socialisme.

L'expérience soviétique est du reste la plus significative : elle est la première en date et a servi de modèle aux six autres Etats européens du Comecon, même si certains de ceux-ci — la Hongrie surtout — ont été amenés à y apporter des correctifs.

LES FAITS

Un des problèmes qui retient depuis longtemps l'attention en Union soviétique est le ralentissement des rythmes d'expansion.

Dans les années 1951-55, le taux annuel de croissance du *revenu national* dépassait les 11 %. Par la suite, il descendit à 9,2 % (1956-1960) puis à 6,6 % (1961-1965). Entre 1966 et 1970, il remonta à 7,2 % mais pendant le quinquennat 1971-1975, il n'atteignit que 5,1 % (au lieu des 6,8 % prévus par le plan). Et depuis lors, il a continué à diminuer : 3,5 % en 1977, 2 % seulement en 1979 (au lieu des 4,3 % prévus).

Le ralentissement des rythmes de croissance de la *production industrielle* est tout aussi net.

Depuis 1960, l'augmentation de la production industrielle n'a plus jamais atteint les taux de 10 à 12 % par an qu'elle réalisait auparavant.

Elle descendit à 9,5 % dans les années 1960-1962, puis à 8 % en 1963 et à 7 % en 1964.

Les mesures prises dans le cadre de la *réforme économique* de 1965, qui se fixait pour but de contrecarrer cette tendance, y arrivèrent dans une certaine mesure. Le quinquennat 1966-70 vit la production industrielle augmenter à des taux moyens de 8,6 % par an et le 9^e Plan quinquennal (1971-1975) fut réalisé à des rythmes de progression annuels de 7,5 % en moyenne, taux effectivement atteint en 1975.

Mais depuis lors, les rythmes ont de nouveau ralenti. En 1976, la production industrielle augmenta seulement de 4,8 % et si le chiffre remonta à 5,7 % en 1977, il n'atteignit plus que 4,8 % en 1978 et 3,4 % en 1979 — nettement moins que les prévisions établies pour l'année (+ 5,7 %), prévisions qui ont été ramenées à 4,5 % pour 1980.

DES ANALYSES LUCIDES

Les dirigeants soviétiques ne dissimulent nullement la gravité des problèmes auxquels ils doivent faire face. Ils dénoncent sans indulgence la persistance des retards dans l'exécution des plans et les insuffisances qui subsistent.

Le discours que Léonide Brejnev prononça le 27 novembre 1979 à la réunion du comité central du PCUS précédant la session du Soviet suprême destinée à approuver le Plan et le budget de 1980 est un modèle de lucidité. (1)

Après avoir rappelé les succès obtenus dans beaucoup de domaines — et ces succès sont considérables — Brejnev insista fortement sur les problèmes non résolus, les retards survenus dans l'exécution des plans, les goulots d'étranglement qui empêchent d'avancer de façon plus dynamique.

« *La raison principale de ces goulots d'étranglement et des défauts dans l'économie réside avant tout dans ce que nous n'avons pas réussi à progresser dans le domaine de l'efficacité de la production et de la qualité du travail* », expliqua-t-il. « *Nous n'avons pas réussi à surmonter partout, loin s'en faut, la force de l'inertie, à accomplir jusqu'au bout le tournant dans le sens de la qualité, de meilleurs résultats finals.* »

Les investissements effectués chaque année sont considérables : l'URSS investit plus de 20 % de son revenu national dans de nouvelles constructions. Mais leur rendement est insuffisant car il arrive souvent qu'un projet qui aurait dû être achevé en deux ou trois ans ne l'est pas encore trois ou quatre ans plus tard. Comme Brejnev le souligna, « *les délais de construction sont souvent exagérément prolongés. La part de la construction inachevée dépasse considérablement les normes* ». Et quand les travaux sont terminés, le manque de matières premières ou de cadres qualifiés empêche parfois la mise en marche des nouvelles unités. « *De très grandes usines d'engrais ont été construites au prix*

(1) Discours publié en supplément aux « Nouvelles de Moscou », décembre 1979.

d'énormes efforts. Or il s'avère à présent que des capacités de production de plusieurs millions de tonnes chôment parce qu'il se trouve qu'elles manquent de matières premières et de gaz ». De même, « les capacités lancées ces dernières années dans les usines de construction de machines chimiques de Rouzaïevska et de Penza fonctionnaient au cours du premier semestre de 1979 à moins de 50 % de leur puissance à cause de l'insuffisance de cadres... »

LA PRODUCTION D'ACIER

L'industrie sidérurgique a fait l'objet des soins les plus attentifs dès le premier Plan quinquennal et la construction de Magnitogorsk marqua une étape décisive dans l'industrialisation du pays.

Bien que, pour la première fois depuis la guerre, la production ait été inférieure à celle de l'année précédente (151 millions de tonnes en 1978, 149 millions de tonnes en 1979), l'Union soviétique est aujourd'hui le premier producteur mondial d'acier, dépassant nettement les Etats-Unis (123 millions de tonnes en 1979).

Malgré cette production énorme, l'URSS manque encore d'acier. Pourquoi cette pénurie ? Brejnev l'explique. c'est parce que les progrès techniques sont appliqués trop lentement. C'est parce qu'on produit encore des laminés trop lourds et qu'on continue à construire des machines trop lourdes. La solution ne consiste donc pas à édifier de nouvelles usines mais à améliorer celles qui existent et surtout à mieux utiliser leurs produits.

LES BIENS DE CONSOMMATION

Brejnev est tout aussi sévère concernant les manquements dans la production des biens de consommation. « *Le ravitaillement ininterrompu, la production de denrées alimentaires de qualité en quantité suffisante et dans un vaste assortiment est une des tâches les plus importantes qui découlent de l'orientation du parti vers l'élévation du bien-être des travailleurs* », rappelle-t-il.

Or, si le niveau de vie s'élève de façon régulière, certains produits font parfois défaut et la qualité d'autres est souvent médiocre.

Ce problème aussi, Brejnev l'aborde de front. « *La production de viande croît trop lentement depuis plusieurs années déjà... L'industrie alimentaire et laitière laisse à désirer. Pourquoi, par exemple, l'assortiment de produits de panification et des articles de confiserie se rétrécit-il ? Pourquoi la production de lait étant aussi grande, tolère-t-on des à-coups dans le ravitaillement en produits laitiers, en beurre, en fromage ?* » Des à-coups qui se produisent aussi « *dans le commerce de marchandises qu'on appelle habituellement "menus objets" : les médicaments les plus simples, le savon, les détergents, les brosses à dents et les dentifrices, les aiguilles, le fil, les langes et autres articles de l'industrie légère. C'est intolérable. La production de biens de consommation courante croît, évidemment. Mais la demande sur le plan de la qualité et du choix devance nettement l'offre* ».

UNE ÉPARGNE SURABONDANTE

L'accroissement de l'épargne non utilisée de la population confirme ce décalage.

Les dépôts aux caisses d'épargne ont été multipliés par sept depuis quinze ans, passant de 18 milliards de roubles (81 roubles par habitant) en 1965 à 130 milliards de roubles (490 roubles par habitant) en 1979.

Précisons que ces 130 milliards de roubles représentent autant que le total des fonds investis dans l'économie nationale en un an (132 milliards de roubles en 1979). Et que 490 roubles représentent près de trois mois du salaire moyen d'un ouvrier ou d'un employé (164 roubles en 1979) et près de 4 mois et demi du revenu moyen d'un kolkhozien (112 roubles en 1979).

Si les dépôts à la caisse d'épargne augmentent à ce point, ce n'est pas parce que les citoyens soviétiques témoignent d'un esprit de prévoyance exceptionnel que ne justifierait guère la sécurité sociale dont ils jouissent. C'est surtout parce qu'ils ne trouvent pas toujours dans les magasins un choix suffisant de produits de bonne qualité.

Ce gonflement de la masse monétaire, qui ne correspond pas à une augmentation de la quantité de produits disponibles, exerce-t-il une influence sur les prix ?

Sans doute l'indice officiel des prix de détail témoigne-t-il d'une stabilité parfaite, en URSS tout au moins car des hausses de prix souvent importantes ont été opérées dans certains pays socialistes, en Pologne, en Hongrie, en RDA notamment. Cette stabilité n'est toutefois maintenue que pour les produits essentiels, et cela le plus souvent grâce à une augmentation des subventions de l'Etat (celui-ci a fortement augmenté le prix qu'il paie aux producteurs pour la viande et les produits laitiers, par exemple).

Le prix de certains produits et services considérés moins nécessaires ont été augmentés (tapis, vaisselle, confection, essence, taxis, transports aériens, etc.), des « rajustements » ont aussi été effectués en remplaçant certains produits par des articles présentés comme « nouveaux » et les prix échappent forcément à tout contrôle sur un marché parallèle dont les autorités ne contestent plus l'existence.

« Avec l'augmentation de la masse monétaire en circulation et l'aggravation de la pénurie de certains articles », constatait récemment un article publié dans la « Pravda », « on se trouve en présence d'une inégalité du pouvoir d'achat du rouble. Les débrouillards obtiennent dans les magasins les articles qui manquent. Ainsi viole-t-on la loi de la valeur égale pour tous des roubles qui se trouvent dans les différents porte-monnaie ». (2)

(2) « Pravda » du 7 avril 1980.

AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ

Pour augmenter la *quantité* de produits disponibles et améliorer leur *qualité* il est indispensable d'accroître la *productivité* du travail d'autant plus que l'URSS connaît à présent une pénurie croissante de main-d'œuvre.

L'industrie soviétique s'est développée pendant longtemps de façon extensive en faisant appel, pour ses besoins accrus de main-d'œuvre, aux jeunes paysans qui affluèrent d'autant plus facilement vers les villes que l'URSS était restée un pays à prépondérance agricole : il y a une quarantaine d'années encore, près des deux-tiers de ses habitants habitaient la campagne. Aujourd'hui, ce réservoir de main-d'œuvre est tari car la paysannerie ne représente plus que 16 % de la population. Et, comme dans tous les pays développés, on assiste à un déclin de la natalité qui ralentit l'accroissement démographique.

Depuis une vingtaine d'années, les dirigeants soviétiques insistent dès lors sur la nécessité de passer d'un développement extensif à un développement *intensif* grâce à une amélioration de la productivité et de l'efficacité des mécanismes économiques. « *La réalisation de notre programme industriel exige un bond gigantesque* », déclaraient-ils au début des années 1960. « *Il nous faut doubler la productivité d'ici à 1970, au minimum la quadrupler pour 1980* ».

Cela réclamait des taux d'accroissement de la productivité dépassant les 7 % par an, taux qui avaient été largement dépassés pendant le quinquennat de 1951-1955 (+ 9,2 % par an) et à peu près atteints de 1956 à 1960 (+ 6,5 % par an). Mais ces taux n'ont pu être maintenus et les rythmes d'accroissement de la productivité se sont fortement ralentis ces dernières années : 3,3 % en 1976 ; 4,1 % en 1977 ; 3,6 % en 1978 ; 2,4 % seulement en 1979, alors que l'objectif fixé au début de l'année était 4,6 %, objectif déjà inférieur au projet initial du plan quinquennal (5,6 % par an).

La productivité du travail est donc très basse dans l'économie soviétique. Il y a une quinzaine d'années, on estimait quelle atteignait tout au plus la moitié de celle des Etats-Unis et des autres pays capitalistes développés et tout porte à croire que cet écart ne s'est pas réduit car la progression de la productivité s'est poursuivie à un rythme soutenu en Occident. En Belgique, la productivité du travail dans l'industrie manufacturière a augmenté de 3,8 % par an en moyenne de 1956 à 1974, de 6,6 % par an de 1964 à 1974 et de 5,8 % par an de 1974 à 1978.

Cette productivité très basse de l'industrie soviétique n'a pas seulement des effets négatifs, notons-le. Il n'y a pas de « cadences infernales » dans les usines soviétiques et les délégations étrangères qui les visitent sont toujours impressionnées par la modération des rythmes de travail. Quand les ingénieurs de la Fiat construisirent l'usine de voitures automobiles de Togliattigrad, ils furent du reste obligés de reviser leurs plans : les syndicats soviétiques n'acceptaient pas les normes des chaînes de production de Turin.

Tout cela est très sympathique mais la faiblesse des rendements freine l'élévation du niveau de vie. Les salaires augmentent certes de

façon régulière, fût-ce à un rythme assez lent, et les revenus réels par habitant également : de 4 à 5 % en moyenne par an de 1970 à 1976 d'après les statistiques, de 2,5 % en 1979. Mais le niveau de vie reste nettement inférieur à celui des pays capitalistes développés et l'écart ne s'est pas réduit au cours des dernières années.

LA RÉFORME DE 1965

Les plans quinquennaux mis en œuvre à partir de 1928 permirent à l'Union soviétique de s'industrialiser à un rythme rapide et de devenir la deuxième puissance industrielle mondiale.

Si la planification rigidement centralisée de l'économie donna des résultats impressionnants aussi longtemps qu'il s'agissait de concentrer tous les efforts sur quelques secteurs prioritaires, à commencer par l'édification de toutes pièces d'une puissante industrie lourde, le problème devint plus compliqué à partir du moment où on se trouva en présence d'une grande industrie moderne, où le Gosplan (Comité d'Etat du Plan) et les ministères intéressés furent amenés à déterminer jusque dans les moindres détails l'activité de dizaines de milliers d'entreprises produisant des dizaines de milliers de produits différents.

Les propositions visant à assouplir les mécanismes économiques afin de les rendre plus efficaces se multiplièrent à partir des années 1958-1960 dans le cadre de la renaissance générale de la théorie économique qui suivit la mort de Staline et le XX^e congrès du PCUS au cours de discussions où s'illustrèrent des économistes comme Eugène Liberman, Vadim Trapeznikov et Alexandre Birman.

M'ABONNER ?
VOUS VOULEZ ME COMPROMETTRE
ALORS QUE LES
SSZO SONT
POINTÉS SUR
NOUS ?



Précédée d'expériences effectuées dans une série d'usines pilotes, la réforme économique de 1965 (3) s'engagea dans cette voie. Introduite progressivement à partir de janvier 1966, elle se fixait pour but de contribuer à l'élévation de l'efficacité du travail, de fabriquer plus de produits avec moins de main-d'œuvre et moins de ressources matérielles, d'améliorer la qualité des produits et d'en fournir un assortiment plus large.

Sans abandonner pour autant la planification centralisée, cette réforme assurait en principe une plus grande décentralisation de la gestion en octroyant aux entreprises des possibilités plus larges qu'auparavant de se perfectionner techniquement, d'entrer en relations directes avec leurs contractants, d'organiser le travail, de choisir les formes de rémunération et d'encouragement du travail.

Elle visait aussi à assouplir une planification hypercentralisée en accordant certaines possibilités d'initiative aux entreprises et en attribuant une certaine importance à la recherche de la rentabilité. Dans ce but, le nombre d'indications obligatoires données par le centre de planification était réduit et les bénéfices des entreprises n'étaient plus établis en fonction du volume de leur production mais de celui de leur production effectivement vendue.

Comme elle bouleversait bien des habitudes, l'application de la réforme de 1965 rencontra des résistances aussi bien chez les directeurs des entreprises que chez les fonctionnaires de ministères et du Gosplan et, au fil des ans, on en entendit de moins en moins parler.

En fait, la réforme de 1965 ne fut pas réellement appliquée et on aurait pu croire qu'elle était enterrée à tout jamais n'était-ce que les difficultés économiques croissantes suscitérent une reprise du débat sur les méthodes de gestion et de planification que l'économiste Dimitri Valovoï, rédacteur en chef adjoint de la « Pravda », ouvrit en automne 1971 dans l'organe central du PCUS.

Une nouvelle étape a été franchie en juillet 1969 quand la direction du PCUS et le gouvernement soviétique promulguèrent un nouveau décret qui rectifie certaines dispositions de la réforme de 1965 et reprend en même temps certaines idées avancées à l'époque mais jamais appliquées. (4)

La complexité des problèmes à résoudre explique sans doute l'intitulé plutôt tortueux de ce texte dont la publication a relancé la discussion dans la presse et les revues spécialisées. (5) Cette « réforme dans la réforme » amalgame du reste plusieurs formules qui paraissent parfois contradictoires. En même temps qu'elle confirme le rôle dominant du Gosplan, dont les attributions ont été élargies, elle prévoit le regroupement général des entreprises en « unités de production » plus larges d'ici à 1982, l'élargissement de l'autonomie financière des ministères et l'extension des pouvoirs des organismes locaux. Limitant l'autonomie de gestion de l'entreprise, plus étroitement subordonnée à l'exécution

(3) Décret conjoint du CC du PCUS et du Conseil des ministres du 4 octobre 1965 sur l'amélioration de la planification et le renforcement de la stimulation économique de la production industrielle.

(4) « Pravda » du 29 juillet 1979.

du plan, ce texte instaure en revanche une autonomie technologique dans le cadre de l'atelier et de la brigade. Et il prévoit également — ce qui est important — l'abandon graduel de l'indice de production globale en valeur « VAL », dont l'application a souvent des conséquences aberrantes, qui sera remplacé par un indice de production nette (valeur ajoutée).

LA DISCUSSION EN COURS

Les articles dans lesquels D. Valovoï rouvrit le débat sur la réforme du système économique à l'automne 1977 (6) dénonçaient la tendance du Gosplan de vouloir tout contrôler. D'après lui, le système de planification utilisé ne permet pas d'adapter la production aux besoins de la consommation, d'assurer « *une production répondant aux goûts des consommateurs* ». Le fait que l'exécution du plan soit calculée en volume entraîne des gaspillages de matières premières, de main-d'œuvre et d'équipements. Les mécanismes actuels poussent à « *la production pour la production* » car les entreprises ont intérêt à produire des biens incorporant le plus de matières premières et de choisir celles qui coûtent le plus cher. Si une usine introduit des méthodes de production plus économiques réclamant une moindre quantité de métal, par exemple, le volume de production calculé en roubles diminuera, entraînant une diminution du fonds de salaires et du fonds des primes, de sorte que ni les dirigeants ni les travailleurs de l'entreprise n'y trouveront leur intérêt. Car plus un produit incorpore de matières premières et plus il est cher, plus les résultats comptables de l'entreprise seront brillants.

Pour D. Valovoï, l'ennemi est le « VAL », sigle désignant la valeur du produit lourd, du produit global brut. Or la réforme de 1965 n'a pas supprimé le « VAL ». Tout au plus a-t-elle introduit un certain stimulant en liant l'estimation du produit fabriqué à sa *réalisation*, à sa vente effective. Mais on s'est borné à remplacer le « VAL » par le « VAL réalisé », de sorte que les entreprises continuent à n'avoir aucun intérêt à réduire le volume des matières premières qu'elles utilisent et à estimer que « *plus c'est cher, mieux c'est* ». Et Valovoï citait à ce propos un exemple qui est devenu célèbre : celui d'une usine de Kharkov qui utilisait des blocs d'acier de 200 kilos plutôt que de 50 kilos pour fabriquer des pièces de 30 kilos parce que le « VAL » était dès lors beaucoup plus élevé !

D. Valovoï proposait donc de remplacer le « VAL » par d'autres indices, notamment celui de la *production nette* (valeur ajoutée). Et d'autres voix s'élevèrent dans le même sens, notamment celle d'A. Birman, un des « pères de la réforme de 1965 », qui exprima des idées fort semblables.

Ce débat tourna court, peut-être parce que les propositions visant à introduire des méthodes répondant mieux aux exigences d'une économie moderne se heurtaient à de solides résistances : aussi bien dans

(5) Décret sur l'amélioration de la planification et le renforcement de l'influence du mécanisme économique sur l'augmentation de la production et de la qualité du travail.

(6) « Pravda » des 10, 12 et 13 novembre 1977.

les organismes planificateurs que de la part des chefs d'entreprise et même des ouvriers. Mais les discussions reprurent de plus belle après les décisions de juillet 1979 et D. Valovoï a récemment relancé la discussion en consacrant un long article aux défauts du « VAL » auxquels il oppose les mérites de l'indice de la « production nette ». (7)

Citant le cas d'une usine de construction mécanique produisant des machines-outils et des bennes basculantes, il y montre qu'elle avait réalisé son plan de production à 100,5 % bien qu'elle l'ait seulement atteint à 40 % pour les machines-outils. Celles-ci exigeant beaucoup plus de travail, l'entreprise avait compensé son retard dans leur fabrication en fabriquant plus de bennes, plus simples à fabriquer parce que la partie la plus délicate n'est pas la benne proprement dite mais le véhicule moteur fourni par une autre usine dont le prix est inclus dans le coût de production final en vertu du principe du VAL.

Par contre, une usine du bassin de la Volga, qui avait réalisé des économies de métal en fabriquant des tubes de meilleure qualité dont le poids est inférieur de 25 % à celui des tubes ordinaires, avait vu sa production en VAL baisser de 7 % !

« C'est pourquoi les efforts de certains dirigeants des ministères pour conserver les anciens indices sont compréhensibles, explique D. Valovoï, car ils donnent la possibilité de remplir le plan en augmentant le poids spécifique des marchandises achetées et en utilisant des matériaux plus chers ».

Le système du VAL explique également les retards sur les chantiers où les matières premières représentent la majeure partie du coût pour la construction métallique et le béton armé mais seulement de 10 à 20 % pour la plâtrerie et la peinture. Ce qui incite les entreprises de construction à consacrer plus d'attention au gros œuvre qu'à la finition et à multiplier les ouvertures de chantiers sans se soucier de les terminer.

UNE TÂCHE IMMENSE

Les dirigeants soviétiques sont conscients de l'étendue des problèmes qui ne sont pas encore résolus et ce n'est pas d'aujourd'hui que datent les analyses et les mises en garde lucides. Elles se répètent avec constance depuis de longues années. Voilà près de dix ans déjà, au 24^e Congrès du PCUS, pour ne prendre que cet exemple, Léonide Brejnev avait insisté avec la même vigueur sur la nécessité d'élever l'efficacité de la production sociale et dénoncé avec la même fermeté la répartition irrationnelle des investissements, les à-coups dans le travail, l'accumulation des chantiers inachevés, la mauvaise qualité de certains articles de large consommation. (8)

Les problèmes à résoudre sont visiblement immenses. Et ce n'est pas sans raison que, dans son discours de novembre 1979, le secrétaire général du P.C. de l'Union soviétique termina son intervention en insis-

(7) « Pravda » du 24 mars 1980.

(8) Rapport d'activité au Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, 30 mars 1971.

tant sur la nécessité « d'ouvrir un libre champ d'action à l'initiative de la base, celle des kolkhozes et des sovkhozes, des entreprises et des organes locaux ».

Des réformes économiques ne peuvent se limiter à de simples mesures de gestion. Elles doivent toucher aux mécanismes économiques et assurer la participation active des travailleurs à leur élaboration et à leur mise en application.

Cette nécessaire participation des travailleurs se réalisera-t-elle sans peine ? Elle soulève le problème du développement de la démocratie socialiste.

L'expérience de l'URSS a montré la capacité de développement d'une économie libérée du capitalisme. Dans des conditions historiques d'une grande dureté, à partir de la Russie tsariste, pays pauvre et arriéré dépourvu de structures et de traditions démocratiques, entourée d'un monde capitaliste hostile, l'URSS a édifié en quelques décennies une industrie puissante.

Des difficultés économiques apparaissent au moment où elle doit affronter les problèmes complexes d'une société industrielle moderne, problèmes dont la solution requiert le déploiement des initiatives populaires. Sans doute cette solution se frayera son chemin. Le plus tôt sera le mieux. En tout état de cause, difficultés et retards ne peuvent à nos yeux ternir la valeur du socialisme car l'URSS, pas plus qu'aucun autre pays socialiste, ne constitue pour nous un « modèle ».

MES SERVICES SONT ABONNÉS :
SI LES CHARS RUSSES ARRIVENT EN
24 HEURES ON
TOURNER
LES MONTRER
POURRA TOUJOURS
CASAQUE ET



Science et idéologie, ou le difficile tracé d'une mouvante frontière

« Vous avez dit : culture... ». C'est sous ce titre que les C.M. publiaient en mars dernier un article de Jean-Maurice Rosier inaugurant une série d'études sur le thème : « idéologie et systèmes de représentation ». Deux de ces derniers — la science, le cinéma — font l'objet des deux articles qui suivent.

Quand on s'adresse à des scientifiques et qu'on leur propose de discuter les rapports entre science et idéologie, ou les rapports entre science et philosophie, on se heurte à différentes réactions qui sont, le plus souvent, autant de fins de non-recevoir : du sourire amusé et condescendant à la franche agressivité, le ton est rapidement donné. La vigueur de cette réaction traduit, me semble-t-il, deux réalités : d'une part les sciences ont été bien souvent mobilisées dans le débat philosophique lui-même, et mobilisées à des fins qui n'avaient rien d'innocent. L'exploitation des sciences — qui va parfois jusqu'à des interventions philosophiques péremptoires dans le champ scientifique lui-même — suscite une méfiance bien légitime de la part des chercheurs, nous y reviendrons. D'autre part, le rejet de toute problématique philosophique est l'expression de la domination parmi les scientifiques d'une position philosophique précise, le positivisme. Celui-ci peut se caractériser par la possibilité qu'il affirme bien haut de fonder une science de la Science, dont la définition échappe à l'intervention philosophique. La philosophie est donc morte, et toute tentative pour la ressusciter ne pourrait que faire retomber la Science dans les ornières creusées par de vieux débats aujourd'hui dépassés, et constituant autant d'obstacles à son développement. Ne dérangeons donc pas les scientifiques par les vaines querelles de ce bas monde !

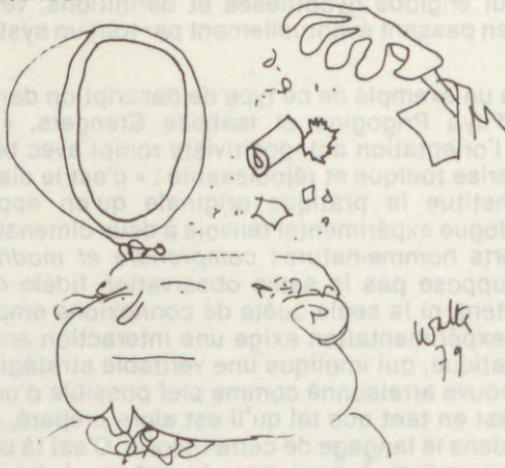
Contre le positivisme, il faut affirmer l'existence d'un champ culturel unique et contradictoire où cohabitent sciences et idéologies, et

l'ancrage du développement scientifique dans l'histoire des sociétés et dans les luttes idéologiques. La science est une pratique sociale.

Il ne s'agit évidemment pas, sous prétexte d'une intervention philosophico-politique, de donner des leçons de physique aux physiiciens ou de biologie aux biologistes, mais bien de comprendre le rôle joué par les sciences dans les grands débats d'idées, de situer la place de l'institution scientifique dans la société, bref de cerner les liens complexes et multifformes qui unissent science et société et qui rendent illusoire toute analyse de la démarche scientifique dans sa tour d'ivoire. Cette ambition se double pour les marxistes d'une autre question : comment comprendre aujourd'hui le caractère scientifique du matérialisme historique ? C'est parce qu'ils se veulent les acteurs d'une transformation du monde que les marxistes scientifiques de profession ou non, sont intéressés par les « affaires » de la science.

TOUTE DEFINITION DES SCIENCES EST PHILOSOPHIQUE

Contre le positivisme, disions-nous : la distinction entre le scientifique et l'idéologique relève de la philosophie. Cette thèse, posée par Althusser (1), n'a de sens qu'accompagnée de définitions précises. Ainsi, la théorie du reflet ne s'applique pas à la description des rapports entre la société et la représentation (les représentations ?) que les hommes s'en donnent. Pourtant, l'idéologie n'est pas pur mensonge ; elle est toujours révélatrice d'une réalité sociale, elle prend sa source dans l'existence quotidienne des hommes, et donc dans les rapports de production. Mais elle ne reflète pas ces rapports de production en tant que tels, mais bien l'*image* que les hommes s'en font. Dans cette acception, il ne suffit pas de présenter l'idéologie comme un système d'idées. Elle renvoie à la matérialité des conditions d'existence des hommes, et agit sur cette existence.



(1) L. ALTHUSSER, *Philosophie et philosophie spontanée des savants* (Maspéro, Paris, 1974), p. 65.

On pourrait évidemment dire, de manière un peu simpliste, qu'on passe de l'idéologique au scientifique en court-circuitant le rapport imaginaire à la réalité. Mais cela ne nous avance pas beaucoup; on ne répond pas à la question centrale, qui est : comment chasser l'imaginaire? En outre, qui décide que ce geste est accompli?

Dans les faits, la réponse à la seconde question est sociale : elle est contrôlée par la communauté scientifique. Est scientifique ce qui est reconnu comme tel par les scientifiques eux-mêmes. Mais si les scientifiques s'accordent pour décerner sans problème le label de qualité aux productions bien assises — soit aux sciences de la nature —, il en va tout autrement dès qu'on s'intéresse aux domaines limites, et aux connaissances relatives à la société. La boucle est ainsi bouclée, et le caractère philosophique de l'intervention qui sépare science et idéologie apparaît à tous : le roi est nu. Les définitions proposées ne sont souvent rien d'autre que la codification de l'idéologie dominante parmi les scientifiques, s'appuyant sur une conception du monde qui appartient à la bourgeoisie.

Dans cette lignée, on a vu apparaître une série de définitions traquant l'idée que le travail scientifique dévoile le monde, le découvre, mettant l'accent sur le caractère absolu des « vérités » produites, sur la capacité à effectuer des prédictions, sur la reproductibilité des expériences, ... : autant de définitions dont l'écart avec la pratique scientifique contemporaine s'accroît sans cesse.

Au contraire, une définition matérialiste d'une pratique scientifique ne peut prétendre définir la Science, mais bien des sciences, caractérisées par un objet, par la production de concepts, par la confrontation avec la pratique, et par la cohérence de l'ensemble. On aboutit donc à la domination sur tout a priori formaliste d'un critère de cohérence interne qui englobe hypothèses et définitions, vérifications et conséquences, en passant éventuellement par tout un système d'instrumentation.

On trouvera un exemple de ce type de description dans le passionnant ouvrage d'Ilya Prigogine et Isabelle Stengers, « La Nouvelle Alliance », dont l'orientation anti-positiviste rompt avec bien des idées reçues — entreprise tonique et réjouissante : « c'est le dialogue expérimental qui constitue la pratique originale qu'on appelle science moderne. Le dialogue expérimental renvoie à deux dimensions constitutives des rapports homme-nature : *comprendre et modifier*. L'expérimentation ne suppose pas la seule observation fidèle des faits tels qu'ils se présentent, ni la seule quête de connexions empiriques entre phénomènes. L'expérimentation exige une interaction entre théorie et manipulation pratique, qui implique une véritable stratégie. Un processus naturel se trouve arraisonné comme clef possible d'une hypothèse théorique; et c'est en tant que tel qu'il est alors préparé, purifié, avant d'être interrogé dans le langage de cette théorie. C'est là une entreprise systématique qui revient à provoquer la nature, à lui faire dire de manière non ambiguë si elle obéit ou non à une théorie. » (2)

(2) Ilya PRIGOGINE et Isabelle STENGERS, *La Nouvelle Alliance* (Gallimard, Paris, 1979), p. 11.

L'élaboration d'une science, c'est donc la construction d'un concret de pensée qu'il importe de penser comme distinct de l'objet réel (concret réel). Cette conception était déjà celle à laquelle adhérait Bachelard lorsqu'il identifia les instruments de mesure à des théories matérialisées, attribuant ainsi à ce concret de pensée une forme particulièrement spectaculaire. Cette proposition peut paraître paradoxale, mais essayons de la comprendre sur un exemple, celui du galvanomètre. Le galvanomètre mesure l'intensité d'un courant électrique (qui s'exprime en ampères). Mais qu'est-ce qu'un courant électrique hors d'une théorie de l'électricité ? A quoi rime la mesure d'un courant si l'on n'est pas capable de canaliser ce courant dans un montage ? De fait, la mise au point du galvanomètre a été de pair avec les progrès de l'électro-magnétisme : l'objet de la mesure se définit par le concept qui figure dans la théorie.

LES SCIENCES, OBJET D'UNE EXPLOITATION IDEALISTE

Les marxistes n'ont pas toujours vu les choses de cette manière (et ne les voient d'ailleurs pas tous encore aujourd'hui de la sorte). Dans la version du matérialisme dialectique qui a fait autorité d'abord en URSS, et de là dans le monde entier, à l'époque stalinienne, l'absence de distinction entre objet pensé et objet réel a constitué la base philosophique de la théorie des deux sciences (bourgeoise et prolétarienne).

Dans son magistral « Lyssenko » (3), Dominique Lecourt oppose les notes de Lénine dans « La Question de la Dialectique » au texte de Staline dans « L'Histoire du PCUS (b) » (chapitre matérialisme dialectique et matérialisme historique). Jugez plutôt ; Lénine : « La condition pour connaître tous les processus de l'univers dans leur auto-mouvement, dans leur développement spontané, dans leur vie vivante, est de les connaître comme unité de contraires. Le développement est "lutte" de contraires. » Staline : « d'après la méthode dialectique de la connaissance de la nature, les phénomènes de la nature sont éternellement mouvants et changeants, et le développement des contradictions de la nature est le résultat de l'action réciproque des forces contraires de la nature. »

Au delà de l'apparente fidélité, le glissement est manifeste : d'une condition pour connaître (Lénine) on passe chez Staline à une loi de l'univers. Le matérialisme dialectique, qui régit les rapports de l'être et de la pensée en évitant de figer la connaissance en un absolu, se transforme en lois de la nature, que les lois de la dialectique sont censées englober. Sournoisement, ce glissement nous replonge dans l'idéalisme (*) : comment qualifier autrement une conception du monde qui prétend énoncer des « lois universelles dont l'objet n'est pas autrement précisé, et qui présente les lois de la nature (physique, chimie, biologie) et celles de la société (le matérialisme historique) comme autant d'applications de ces « lois » générales, d'où tout partirait et qui transcenderaient chaque science envisagée séparément ?

Le vieux rêve de toutes les philosophies idéalistes est enfin déclaré réalisé, l'humanité accédant à une connaissance absolue — puisque

(3) Dominique LECOURT, *Lyssenko* (Maspéro, Paris, 1976), p. 140.

(*) Gramsci parlait à ce propos de métaphysique de la matière...

toute forme de connaissance particulière peut s'en déduire, au prix d'une application qui nécessite une recherche, mais qui n'est qu'une application. Il faut au contraire affirmer vigoureusement l'irréductibilité du matérialisme dialectique à un système, forme privilégiée de toutes les philosophies spéculatives !

Il n'est dès lors pas étonnant que le rapport entre le matérialisme dialectique/version ontologique (de ontos, l'être, ce qui est : les lois de la dialectique sont des lois de l'être) et les sciences soit de même nature que celui que les philosophies idéalistes entretiennent avec ces sciences : les résultats scientifiques ne sont pas appréciés pour leur valeur cognitive, les sciences ne sont pas prises pour ce qu'elles sont, mais c'est de l'extérieur que sont utilisés leurs succès et leurs échecs pour conforter des « valeurs » (forcément extérieures aux sciences) qui jouent un rôle important dans des idéologies pratiques le plus souvent à l'œuvre dans les conflits sociaux.

Le courant idéaliste le plus actif dans l'appropriation des sciences est aujourd'hui le positivisme (ou néo-positivisme), qui s'est fait une spécialité de l'exploitation du mécanisme qui inspirait la physique de la fin du XIX^e siècle. La proclamation d'une confiance absolue dans la Science, une conception non critique de l'objectivité scientifique en liaison étroite avec le déterminisme des fondateurs de la dynamique

IL PARAÎT QU'IL YA DES MARKISTES BELGES
ET JE SUIS LE 1^{ER} MINISTRE DE TOUS
LES BELGES MAIS LE BUDGET ACTUEL
NE ME PERMET DE M'ABONNER A'
RIEN!



Valt
20

(comme le montrent avec beaucoup de pertinence Prigogine et Stengers : le futur étant entièrement inscrit dans le présent, la nature humaine et les formations économiques et sociales sont aussi éternelles que le mouvement des astres) ont efficacement contribué à fonder une conception technocratique et anti-politique du pouvoir.

Il est remarquable de constater que la même vision du monde a pu très rapidement se retourner complètement, dans le contexte de la crise du capitalisme, en une conception catastrophique du développement d'où reste exclue l'éventualité d'un changement des rapports sociaux. Ainsi, les différentes options proposées par le Club de Rome, options que les media ont popularisées sous le titre de croissance zéro, se situent dans le cadre d'un modèle de développement capitaliste, où le profit reste le moteur de l'économie.

C'est bien sûr ce type d'exploitation des sciences — dont on sait malheureusement que le matérialisme dialectique, sous sa forme ontologique, a usé et abusé — qui est une des causes de la méfiance évoquée en début d'article, que les scientifiques professent à l'encontre des philosophes, et dont un des effets est sans doute le maintien (l'approfondissement?) de la coupure qui écarte les connaissances scientifiques de la culture générale.

L'intervention de Lénine dans le débat philosophique ouvert par la « crise » de la physique du début du siècle (4) s'est faite, il faut le noter, sur un tout autre mode. Au moment où de nombreux physiciens, poussés par les problèmes de leur discipline — problèmes de la structure atomique et du rayonnement lumineux, qui allaient conduire à la fondation de la mécanique quantique — se lançaient à corps perdu dans le débat philosophique — la matière s'est évanouie —, Lénine traçait une ligne de démarcation, respectueuse du travail scientifique et n'intervenant pas dans celui-ci, entre le concept scientifique de matière — du ressort des physiciens, en pleine mutation à cette époque — et la catégorie philosophique de matière, que l'on ne saurait écarter sans boucher la voie au développement scientifique lui-même. Il s'agissait donc d'une intervention qui ne prétendait nullement constituer un apport scientifique, mais simplement — et c'est essentiel — ouvrir la voie à un travail scientifique ultérieur.

DEPASSER L'EMPIRISME

Nous avons vu que l'appréhension de la pratique scientifique comme élaboration d'un concret de pensée est essentielle à sa compréhension. Cela signifie que la matière première, sur laquelle se fait le travail du scientifique, n'est pas le réel lui-même donné objectivement, perçu à travers des « sensations » comme tend à nous le faire croire l'empirisme ou le sensualisme, mais bien un ensemble de « faits » préablement organisés au sein d'un système idéologique. La mise au point des faits scientifiques, constitutifs de la théorie, se fait précisément par la critique des « faits » idéologiques préexistants (5).

(4) LENINE, *Matérialisme et empirio-criticisme*.

(5) Voir à ce sujet, L. ALTHUSSER, *Pour Marx* (Maspéro, Paris, 1975), p. 187.

L'impossibilité de travailler sur un donné objectif et immédiat est bien éclairée dans le stimulant essai, bien que franchement idéaliste, de Feyerabend : « Contre la méthode » (6). dans son « esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance », Feyerabend s'intéresse à la lutte menée par Galilée pour faire triompher ses idées quant à la cosmologie copernicienne, et montre notamment à quel point les conclusions sont dépendantes du cadre conceptuel dans lequel prend place la réflexion. Le problème qu'il analyse est celui de la tour : comment interpréter le fait qu'un objet, lâché du sommet d'une tour, tombe verticalement pour se planter à ses pieds ?

L'interprétation qu'on peut donner de ce fait diffère radicalement selon que l'on attribue ou non un caractère sensible au mouvement absolu.

Les adversaires de Galilée ont fait appel à l'argument suivant pour le combattre : si la Terre tourne, et si la vitesse de ce mouvement (un tour sur elle-même en 24 heures, soit environ 1500 km à l'heure pour un point situé à la surface de la Terre) est grande, le pied de la tour devrait se déplacer d'une distance δ non négligeable pendant la durée de la chute ; le point d'impact de l'objet lâché du sommet devrait donc se trouver à la même distance δ du pied de la tour. Puisque la chute est verticale, c'est que la Terre ne tourne pas. Le cadre conceptuel de ce raisonnement est celui du mouvement d'objets compacts dans un environnement stable, par exemple celui d'un animal traqué par un chasseur dans une plaine, où des arbres, le relief, ... permettent de repérer sans difficulté les trajets du chasseur et de la proie. La réponse de Galilée brise ce cadre conceptuel, et, n'attribuant un caractère sensible qu'au seul mouvement relatif entre deux objets, comme dans un bateau, une voiture ou tout autre système mobile, Galilée explique la chute verticale de l'objet par l'absence de mouvement relatif entre la tour et la Terre. Ainsi, si tout mouvement est opérant, la chute d'une pierre prouve que la Terre est immobile et le mouvement de la Terre prédit une chute oblique de la pierre, alors que si seul le mouvement relatif est opérant, la chute de la pierre prouve l'absence de mouvement relatif entre le point de départ et la Terre, et le mouvement de la Terre prédit l'absence de mouvement relatif entre le point de départ et la pierre, et donc la chute verticale de celle-ci. Il est par ailleurs amusant de constater qu'aucune des deux hypothèses quant aux effets du mouvement n'est compatible avec les principes de la physique moderne.

Les considérations qui précèdent montrent à suffisance que le procès d'élaboration scientifique est profondément historique ; l'isoler des débats philosophiques et des luttes idéologiques dont cette élaboration se nourrit, c'est se condamner à ne pas la comprendre, même si ce procès peut sembler strictement interne à la problématique scientifique au cours de longues périodes. Ces connexions idéologiques ne sont d'ailleurs pas les seules qui ancrent le développement scientifique dans l'histoire. Il est sans doute superflu d'argumenter pour que soit admise l'interaction entre le développement scientifique et le niveau technologique atteint à un moment donné : le rôle des observations

(6) Paul FEYERABEND, *Contre la Méthode* (Seuil, Paris, 1979).

astronomiques, impossibles sans la lunette, dans l'essor de la dynamique, l'utilisation du microscope en biologie, la fondation de la thermodynamique suite à la réalisation des premières machines à vapeur, voici autant d'exemples qui incitent à ne pas épiloguer sur ce thème. Encore que l'insistance exclusive mise sur l'idéologique puisse amener à flirter avec une interprétation idéaliste de l'histoire des sciences comme celle de Feyerabend cité plus haut (6). Celui-ci, délibérément à la limite de la provocation intellectuelle, affirme dans une critique radicale de l'empirisme : tout est bon, dans le sens où jamais aucune théorie n'est en accord avec tous les faits auxquels elle s'applique, où le progrès jaillit du choc des théories rivales, où on fait dire ce qu'on veut à des faits expérimentaux... Dans cette optique, la séparation scientifique/non-scientifique ne peut qu'être une illusion et une entrave au progrès de l'esprit humain. Galilée, par exemple, l'emporte finalement sur ses adversaires « grâce à son style, à la subtilité de son art de persuasion, parce qu'il écrit en italien et non en latin, enfin parce qu'il attire ceux qui, par tempérament, sont opposés aux idées anciennes et aux principes d'enseignement qui y sont attachés ».

Autre exemple : la conception de Pythagore, qui attribue un mouvement à la Terre, a été étouffée sous la domination des théories d'Aristote et de Ptolémée, mais a resurgi des oubliettes pour triompher avec Galilée. Bien, mais n'est-il pas légitime d'accorder une valeur cognitive beaucoup plus grande à la théorie de Galilée qu'à celle de Pythagore ? De même, sous prétexte que les écrits de Lucrèce, et les théories de la chimie moderne relèvent les uns et les autres d'une conception atomiste, peut-on établir une relation d'équivalence, à quelque niveau que ce soit, entre eux ?

Au delà de l'indispensable exercice que représente la traque des présupposés implicites, le refus des évidences élémentaires du bon sens, la réévaluation d'élaborations originales qu'aucune mode n'a consacrées, il reste que le réel est évacué du procès de constitution de la connaissance, et que cette évacuation conduit en fin de compte à nier l'histoire des sciences elle-même, en faveur d'une controverse philosophique qui se poursuit en un éternel recommencement, et dont l'histoire n'est que le cadre.

Tout autre chose est de mettre en lumière le travail sourd, hors du champ scientifique, des questions « non-réglées », réapparaissant en général là où on ne les attend pas et réorientant le développement scientifique. C'est que, comme l'ont souligné bien des auteurs, définir un problème, un axe d'investigation, c'est d'abord poser une question, et le choix des questions ne va pas de soi. On peut être amené à la formuler en se heurtant aux limites intrinsèques d'une théorie scientifique — c'est ce qu'ont fait les fondateurs de la mécanique quantique, en constatant l'inaptitude de la physique classique à expliquer les lois du corps noir et la stabilité des atomes. Elle peut aussi être importée de l'extérieur, comme l'expliquent Prigogine et Stengers à propos de la découverte par Fourier de la loi de propagation de la chaleur, désignant ainsi « des lignées de problèmes engendrées de manière lucide et déliée par des préoccupations philosophiques ».

Dans tous les cas, c'est au prix d'un travail sur un domaine extérieur au champ scientifique tel qu'il se présente à un moment donné que le progrès est rendu possible. C'est cette thèse que résume le concept de rupture épistémologique, défini comme un « travail de transformation théorique spécifique qui fonde une science en la détachant de l'idéologie de son passé et en révélant ce passé comme idéologique » (7). On ne peut qu'être frappé de l'analogie entre cette thèse et celle défendue par Prigogine et Stengers lorsqu'ils affirment que « (les innovations décisives) résultent de l'incorporation réussie dans le corpus scientifique de telle ou telle dimension nouvelle de la réalité. Nous pensons par exemple à l'introduction du concept d'irréversibilité ou la notion d'instabilité. Nous verrons que, dans les deux cas — et la constatation pourrait être généralisée — ces innovations répondent à l'influence du contexte culturel, et même « idéologique » ; ou pour mieux dire, elles expriment l'ouverture effective de la science au milieu où elle se développe » (8).

Pourtant, les auteurs de « La Nouvelle Alliance » opposent à l'idée de rupture la sourde insistance des questions niées et déclarées illégitimes. A la lumière de ce qui précède, il me semble que cette contradiction est artificielle, à condition de ne pas confondre rupture épistémologique et « dépassement de l'expérience concrète vers une abstraction de plus en plus aride », conception que Prigogine et Stengers refusent à juste titre, qui ne rend effectivement ni compte de l'interaction entre science et société, ni du rapport d'une science avec son objet. Marx expliquait à ce sujet que la méthode scientifique va de l'abstrait vers le concret (concret de pensée, résultat du travail scientifique!), défini comme synthèse de multiples déterminations : « la méthode qui consiste à s'élever de l'abstrait au concret n'est pour la pensée que la manière de s'appropriier le concret, de le reproduire sous la forme d'un concret pensé » (9). L'abstrait dont il est question ici renvoie à la matière première du travail scientifique, aux généralités idéologiques.

POUR UNE THEORIE MATERIALISTE DES IDEOLOGIES

On peut se demander si braquer les projecteurs sur le moment idéologique de la constitution des sciences est recevable d'un point de vue matérialiste. Il me semble que la réponse à cette interrogation est oui, à deux conditions : la première a déjà été posée lorsque nous avons rappelé l'importance du facteur technologique dans le développement des sciences.

La seconde (et elle est essentielle) a trait à la nécessité de dépasser le matérialisme vulgaire, en faisant retomber le monde des idées du ciel sur la terre. Au risque donc que cet article passe pour un essai de récupération par le matérialisme dialectique d'un ouvrage qui ne se réclame pas du marxisme, j'affirmerai donc que l'idée (exprimée avec prudence par Prigogine et Stengers) selon laquelle « il fallait peut-être

(7) L. ALTHUSSER, *Pour Marx* (Maspéro, Paris, 1975), p. 168.

(8) I.P. et I.S., *op. cit.*, p. 24.

(9) K. MARX, *Introduction à la Critique de l'Economie politique, 1859* (Ed. du Progrès, Moscou, 1975), p. 206.

une conviction "métaphysique" pour transmettre le savoir des artisans, des constructeurs de machines, en un nouveau mode d'exploration rationnelle de la nature, en une nouvelle forme de cette interrogation fondamentale qui traverse toutes les civilisations et toutes les cultures » (10) (conviction « métaphysique » de l'homogénéité du monde, conviction que la nature est écrite dans un langage déchiffrable et unique) n'est pas incompatible avec le matérialisme.

Cela ne nous amène évidemment pas à adhérer à la thèse selon laquelle la science, phénomène intellectuel, doit être expliquée par des facteurs intellectuels (Koyré), faisant de ceux-ci le déterminant *exclusif* du développement scientifique, ou encore à suivre J. Monod lorsqu'il adopte le concept teilhardien de noosphère et entend une description mythique du monde des idées, dotées d'une vie propre et évoluant sur le mode de la sélection naturelle darwinienne. (11).

Au contraire, le matérialisme historique fait des idéologies un élément de la superstructure, au même titre que les superstructures politiques, juridiques ..., déterminé en dernière instance par l'infrastructure synthétisée dans le mode de production, mais jouissant d'une relative autonomie à son égard. Idée que Marx (« les hommes prennent conscience de leurs conflits fondamentaux sur le terrain des idéologies ») et Lénine (« les idées deviennent des forces matérielles quand elles s'emparent des masses ») ont exprimée chacun à leur manière, mais qui est au centre de la réflexion théorico-politique de Gramsci. Contre le matérialisme mécaniste, la recherche d'une théorie des superstructures comme élément vital du matérialisme historique apparaît comme le moteur de son activité théorique. Partant du caractère organique et agissant des idéologies, donc de leur réalité objective, Gramsci a introduit le concept d'appareil d'hégémonie, condition d'existence et de fonctionnement de l'infrastructure, appareil dans lequel s'incarne la domination idéologique de la classe dominante. Cet appareil (l'école, les églises, les partis, ...) est animé par les intellectuels organiques de cette classe et fonctionne comme ciment du bloc historique (à savoir l'unité entre infrastructure et superstructure, c'est-à-dire entre rapports sociaux dans la production et l'Etat qui leur assure une certaine stabilité) constitué sous la domination de cette même classe. Christine Buci-Glucksmann montre remarquablement comment Gramsci a élaboré sa théorie des superstructures idéologiques à la fois contre Croce, tenant de l'idéologie-illusion, et contre Boukharine, tenant de l'idéologie-système d'idées (12).

LA SCIENCE, PRATIQUE SOCIALE

L'œuvre de Gramsci fournit sans aucun doute l'indispensable instrument conceptuel qui permet de dépasser les faux dilemmes du genre primat des facteurs techniques/primat des facteurs idéologiques au profit d'une conception dialectique de l'histoire qui situe la science au

(10) I.P. et I.S., *op. cit.*, p. 52.

(11) J. MONOD, *Le Hasard et la Nécessité*, (Seuil, Paris, 1970), p. 208.

(12) C. BUCI-GLUCKSMANN, *Gramsci et l'Etat* (Fayard, Paris, 1975), p. 400.

sein des formations économique-sociales et qui analyse le mode de production, socialement déterminé, des connaissances scientifiques.

C'est ce travail qu'a entamé un groupe de physiciens italiens dans « L'Araignée et le Tisserand », établissant, au delà de la technique et de la philosophie, la multiplicité des liens qui amarrent la production scientifique à l'histoire. Eux aussi soulignent l'importance du choix des questions adressées à la nature, et tentent de les situer dans le contexte idéologique (et politique), notamment dans un pénétrant essai sur Boltzmann (père de la thermodynamique statistique) et Planck (un des promoteurs de la mécanique quantique). Il est intéressant de comparer ce que nous disent de Boltzmann les Italiens d'une part, Prigogine et Stengers de l'autre, et de constater, malgré les différences de problématique, leur accord sur l'importance du rôle des préoccupations philosophiques de Boltzmann dans son travail. L'abandon progressif de l'exigence d'unitarité dans les théories physiques, que Prigogine et Stengers attribuent aux succès croissants remportés par les théories physiques se situant hors de la descendance de la dynamique newtonienne, succès eux-mêmes dûs à l'opiniâtreté du questionnement philosophique sur le temps, est analysé par G. Ciccotti et E. Domini en rapport avec les besoins du capitalisme du XX^e siècle en savoirs éventuellement fractionnés mais dominant le champ de problèmes le plus vaste possible. Sans retomber dans les errements jdanoviens (science bourgeoise/science prolétarienne), la non-neutralité sociale de la science est affirmée fortement, dans « L'Araignée et le Tisserand », au sens où la production de science dépend du mode d'organisation de la cité scientifique (14), du type de division du travail qui y règne, au sens où la valeur d'une théorie scientifique est aussi jugée sur sa capacité à enfanter des modes d'intervention sur la nature adaptés aux « valeurs » d'une formation sociale. Concrètement, cette dépendance passe, répétons-le, par le choix des questions et par la constatation qu'il existe, pour des phénomènes complexes, différentes manières de construire une théorie.

LA DIFFICILE REINSERTION DE L'HOMME DANS LA NATURE

Le panorama de la science moderne que brosse Prigogine et Stengers apporte de profondes modifications à la conception du monde traditionnellement présentée comme « scientifique » — celle du positivisme. Ainsi, par la réinsertion du temps qui passe dans la physique, les hommes de science ont cessé de nier ce que chacun savait : personne n'a le pouvoir de faire « débrûler » une bougie, et l'eau de Jouvence n'existe pas. L'irréversibilité n'est pas la conséquence de l'imprécision de nos théories, et des limites de notre information. Grâce aux progrès de la thermodynamique de non-équilibre et à l'introduction des structures dissipatives, la thermodynamique n'est plus seulement la théorie de

(13) G. CICCOTTI, M. CINI, M. DE MARIA, G. JONA-LASINIO, *L'araignée et le Tisserand* (Seuil, Paris, 1979).

(14) Au XIX^e siècle, la transformation des scientifiques en professionnels en Allemagne et en France (autour de la société d'Arcueil), éclaire utilement cette dépendance. Voir M. CROSLAND, GAY-LUSSAC, *Une étape dans la professionnalisation de la science*, la Recherche, n° 91 (juillet-août 1978), p. 625.

la marche à l'équilibre et de la mort, mais des jalons sont posés pour expliquer aussi la vie.

La dynamique newtonienne et les théories qui en dérivent prétendent épuiser la connaissance de l'objet à travers la connaissance des positions et des vitesses instantanées d'un système de points matériels, et des lois universelles qui régissent le mouvement. L'avenir et le passé du monde sont alors inscrits dans chaque état du mouvement et l'évolution du monde se décrit en termes de trajectoires éternelles, excluant toute idée de crise, d'instabilité et de changement qualitatif. « L'homme du XVII^e siècle n'a réussi à communiquer avec la nature que pour découvrir la terrifiante stupidité de son interlocuteur » (15). Il ne peut donc que se penser en étranger par rapport à cette nature-automate. Le dépassement de ce réductionnisme mécaniste avec la mécanique quantique, et, sur un autre plan, avec la théorie des bifurcations nous permet aujourd'hui d'éviter le dilemme stérilisant : extériorité de l'homme et de la vie par rapport à la nature — conception que J. Monod a développée jusqu'au bout (11) — ou rejet de la démarche scientifique.

« Aujourd'hui, » affirment Prigogine et Stengers, « les plus fondamentales de nos théories se définissent désormais comme l'œuvre d'êtres inscrits dans le monde qu'ils explorent. En ce sens, la science a donc abandonné toute illusion d'« extra-territorialité » théorique et les prétentions de cet ordre ne peuvent plus s'autoriser que de traditions et d'espérances ». (16) La réconciliation entre les cultures scientifique et « humaniste » qu'espère Prigogine et Stengers et qu'autorise la métamorphose de la science, la réintégrant dans le monde où nous vivons et travaillons, tient toutefois plus du vœu que du constat. Si cette métamorphose peut amorcer le rapprochement, la réconciliation est conditionnée par bien d'autres éléments qui dépassent mon propos et qui ont trait à la distance entre l'enseignement et la recherche, aux retombées d'une technologie sauvage, à l'insertion sociale de l'institution scientifique, au rôle d'alibi que celle-ci joue (trop) souvent par rapport au pouvoir. On peut donc n'afficher qu'un optimisme tempéré à ce sujet...

Pour le reste, je ne résiste pas au plaisir de souligner la profonde résonance que le perçois entre les positions présentées dans « La Nouvelle Alliance » et celles d'un marxisme non-dogmatique et anti-économiste dont Gramsci est représentatif, et qui ambitionne de « faire de la dialectique non pas la théorie du fait accompli, mais une méthode révolutionnaire » (17).

On peut par exemple déceler un parallélisme entre le difficile dépassement du déterminisme mécaniste en cours dans la physique, et l'appel passionné à l'initiative historique qu'exprime Gramsci en 1917 lorsqu'il écrit « La Révolution contre le Capital », ou plutôt contre la fossilisation du marxisme sous l'effet du déterminisme paralysant qui fondait les positions des hérauts de la II^e Internationale (Plekhanov et

(15) I.P. et I.S., *op. cit.*, p. 13.

(16) I.P. et I.S., *op. cit.*, p. 23.

(17) L. ALTHUSSER, *Pour Marx* (Maspéro, Paris, 1975), p. 182.

Kautsky, entre autres) : attendons patiemment la maturation des contradictions du capitalisme, et celui-ci s'effondrera de lui-même, incapable de surmonter ces contradictions. Est-il exagéré de voir une corrélation entre ces positions et la vision du monde associée à la science classique, par le biais d'un aplatissage économiste des lois qui régissent l'évolution des formations sociales sur un modèle — aujourd'hui dépassé — hérité des sciences de la nature ?

Quant à la science elle-même, il faut toutefois admettre que Gramsci sous-estime parfois la thèse d'existence du réel ; cela l'amène à définir la science comme une idéologie, en s'appuyant sur deux arguments :

— « La science a subi des périodes entières d'éclipse, obscurcie qu'elle fut par une autre idéologie dominante, la religion qui affirmait avoir absorbé la science elle-même » (18). Mais cela vise bien plus les rapports de la science à l'idéologie dominante et les retombées de celle-ci dans le champ scientifique que le statut de la science elle-même.

— « La science ne se présente jamais comme une pure notion objective : elle apparaît toujours revêtue d'une idéologie » (18). Encore une fois, cette remarque illustre la thèse qui veut que toute pratique soit sous-tendue par une idéologie, et désigne donc l'élaboration scientifique comme une pratique sociale, mais elle ne nous aide pas à la spécifier.

Mais à côté de ce dérapage, comment ne pas reconnaître la modernité d'une conception de la science qui la définit comme unité de la pratique et de la théorie dans l'expérimentation — rappelons ici le dialogue expérimental cité plus haut —, comment nier l'accord entre le refus d'extra-territorialité théorique (réf. 16) et la citation suivante de Gramsci : « Pour la philosophie de la praxis, l'être ne peut être disjoint de la pensée, l'homme de la nature, l'activité de la matière, le sujet de l'objet » (19) ?

Finalement, comment ne pas voir dans la belle définition du matérialisme dont Prigogine et Stengers nous disent qu'elle a inspiré leur travail, une formule dans laquelle les marxistes se retrouvent entièrement : « comprendre la nature de telle manière qu'il n'y ait pas d'absurdité à affirmer qu'elle nous a produits » ? (20)

(18) A. GRAMSCI, *Gramsci dans le texte* (Ed. Sociales, Paris, 1975), p. 217.

(19) A. GRAMSCI, *op. cit.*, p. 216.

(20) I.P. et I.S., *op. cit.*, p. 278.

Quelques théories du cinéma

Le film est probablement l'objet culturel le plus consommé à l'heure actuelle. A ce point, qu'on en perd de vue l'aspect construit. Tout cela nous semble naturel. L'article vise, au contraire, à montrer la lente élaboration théorico-pratique de la production et de l'analyse filmiques et à en dégager certaines implications politiques et idéologiques. Il ne se veut ni exhaustif, ni définitif, mais simple parcours éclectique de l'histoire de la théorie du cinéma.

1.1. LES PRÉCURSEURS

C'est en se libérant du modèle théâtral, que le cinéma commença à prendre conscience de sa spécificité, de ses propres capacités créatrices. Il n'était rien jusque dans la mise en scène des premiers films, qui ne fût théâtral : caméra fixe, distance focale invariable, incidence angulaire uniformément frontale et toujours à hauteur du regard. Le point de vue était celui du spectateur du premier rang, selon une formule de Georges Sadoul (1). Ce sont les progrès de l'expression visuelle, et avant tout le montage qui permirent la libération de cette fixité.

La recherche de ses propres formules expressives est contemporaine de la réflexion théorique sur les possibilités d'expression et de signification du cinéma. Nous pouvons retenir les années 20 comme étape fondamentale, de ce point de vue, dans l'histoire du cinéma et des théories cinématographiques. Mais il faut toutefois mentionner deux personnalités d'une époque précédente : Ricciotto Canudo et Louis Delluc.

R. Canudo (1877-1923), intellectuel « total », peut en effet être considéré comme le précurseur de la théorie du cinéma. Dans un style souvent fantaisiste et grandiloquent, il distingue les arts de l'espace, c'est-

(1) SADOUL, Georges, « Georges Méliès et la première élaboration du langage cinématographique », *Revue Internationale de Filmologie*, N° 1, juillet-août 1947, p. 24.

à-dire les arts plastiques, des arts du temps, comme la musique et la poésie. C'est le cinéma qui concilie les rythmes temporels et ceux de l'espace, en quoi Canudo le prophétise comme art du futur.

Polémique à l'égard de l'esthétisme de Canudo, Delluc (1890-1924) considéra au contraire le cinéma comme « un art industriel ». Il privilégie l'aspect visuel du langage cinématographique, il met en évidence les éléments expressifs de cet art : le décor, l'éclairage, le rythme des images, ainsi que l'acteur. Il insiste sur les rapports entre cinéma et photographie, définissant le premier comme « photogénie », c'est-à-dire, comme accord entre cinéma et photographie.

I.2. LES ANNÉES 20

Dans les années 20, ce furent surtout les cinéastes eux-mêmes qui élaborèrent des formulations étayées par leurs propres productions et leurs propres expérimentations. Tantôt, ils chantent victoire. Tel est le cas de Jean Epstein (1897-1953), metteur en scène de la première avant-garde française, mieux définie par Delluc comme « impressionnisme français ». Ses écrits théoriques sont empreints d'un amour profond du cinéma et d'une énorme confiance dans ses possibilités : « Le cinéma est surnaturel par essence » (2). Le langage adopté par lui témoigne de l'influence de la littérature et de la poésie françaises du temps.

« La philosophie du cinéma est toute à faire », disait-il ; en fait, le film n'est pas distraction, spectacle, mais il est la langue poétique des images, un moyen de connaissance qui va au-delà des limites physiologiques de nos sens, par sa mobilité spatiale et temporelle, par sa « variété ». Il permet de dépasser la dichotomie *raison/sentiment*, pour affirmer la « lyrosophie », la nouvelle sensibilité qui concilie les extrêmes, fouillant une nouvelle réalité. Le film nous représente l'idée d'une idée dont le spectateur ne met pas la véracité en doute : « le cinéma est vrai : une histoire est un mensonge ».

Epstein voulait des films où « il ne se passe pas grand'chose », qui ne reflètent pas de modèles picturaux ou théâtraux, car le film « n'admet pas le statisme ». Selon lui, le premier plan est « la clé de voûte du cinéma » et « il exprime au maximum la photogénie du mouvement ».

Les surréalistes démontrèrent, eux aussi, un même enthousiasme pour le nouvel art — eux dont la production théorique et esthétique est pourtant plutôt restreinte. Leur apport le plus significatif vient de la production filmique. Ils demandèrent au cinéma d'exprimer des régions inexplorées de la réalité et de la pensée, des sensations et du rêve. L'« amour fou » des surréalistes fut donc « spectateur », et aussi spectateur de films commerciaux, dans la ligne d'un refus de l'art bourgeois.

Mais ce furent les cinéastes soviétiques qui apportèrent la contribution la plus valable à la théorie du cinéma.

Bien que l'on pense immédiatement à Eisenstein, l'on doit prendre acte qu'il ne fut ni le seul ni le premier. En effet, quelques années avant

(2) EPSTEIN, Jean, *Bonjour cinéma*, Paris, éd. de la Sirène, 1921.

qu'il n'élabore ses propres théories, exactement en 1918, le metteur en scène Lev Kulesov (1899-1970) avait réalisé une expérience demeurée célèbre. Il avait fait le montage d'un même plan, celui du visage de l'acteur Muzzuchin, en l'insérant dans diverses situations contextuelles (une assiette de potage, un sac, un enfant, etc.). Les spectateurs non prévenus apprécièrent la mimique nuancée de l'acteur qui, disaient-ils, avait parfaitement réussi à exprimer par son visage : la faim, la tristesse, l'amour paternel, etc. Ils ne se doutaient pas que le plan du visage demeurait identique, et que les différentes productions du sens dépendaient uniquement du montage.

Dans un autre de ses travaux expérimentaux, Kulesov conseillait de regarder les objets à filmer à travers un cadre découpé dans du papier noir ; et ce pour mettre en évidence l'élément de discontinuité propre au cinéma, qui découpe un fragment du monde, faisant éclater ainsi la continuité du regard de l'œil humain. Le monde du film est en effet subdivisé en segments qui, en se combinant entre eux, donnent lieu à des productions de sens, aussi bien métaphoriques que métonymiques.

Ce fut le mérite particulier d'Eisenstein d'élaborer une théorie systématique du montage. Son point de départ réside dans la reconnaissance de la structure dialectique de l'être des choses. L'art lui-même est sans cesse, par lui-même, conflit, par nature, « méthodologie » et « mission sociale » (3). Le cinéma représente un point d'aboutissement, dans un processus de synthèse entre l'art et la science. Son rôle ne consiste pas à susciter des émotions, mais à encourager et à diriger tout le processus de la pensée. Au cinéma intellectuel incombe le soin de relever la *forme* de la réalité, son processus de transformation ; son rôle en somme est d'être la « langue » de la révolution.

Dans l'élaboration de la langue cinématographique, Eisenstein s'inspira de l'écriture idéographique. Il s'intéressa particulièrement à la façon dont ce type d'écriture, en partie iconique et pas du tout conventionnelle, réussit à signifier des concepts abstraits. Il en déduisit que, de la juxtaposition d'éléments simples (dans ce cas, les idéogrammes), résulte la formation d'un élément non composé, bien que divers, différent. Les principes de combinaison et de juxtaposition sont à la base du « montage des attractions », capable d'exprimer l'abstrait, de générer la tension, le « pathos » qui « fasse sortir de soi » le spectateur, non pour sauter dans le « néant », mais dans un « passage à une nouvelle qualité » (4).

C'est un pas important dans la création d'une synthèse cinématographique, que ce parcours de lecture contraint, par lequel la succession des images est perçue comme un tout, en dépit des modifications de cadrages. En outre, est mise en évidence la conception d'Eisenstein à propos de la fonction sociale de l'art, comme production active du contenu idéologique, révolutionnaire, exprimé par un appareil formel autant que révolutionnaire.

(3) EISENSTEIN Sergej, *La dialettica della forma cinematografica*, 1929 (trad.italienne).

(4) EISENSTEIN, Sergej, *Forma e tecnica del film*, Torino, Einaudi, 1964, p. 147 (trad. italienne).

Cette idée était partagée par toute l'avant-garde soviétique des années 20, mais les positions n'étaient certes pas unanimes. En contradiction avec Eisenstein, par exemple, Dziga Vertov (1886-1954), qui ne faisait pas confiance à la pratique esthétique, niant l'aptitude du film à être récit, fiction. Pour lui, la spécificité du cinéma résidait dans le cinéma-vérité. Il formula la théorie du cinéma-cœur, pour lequel « l'homme et la caméra » devaient capter la vie à l'improviste, à l'insu de qui était filmé.

De cette manière, la classe ouvrière se serait effectivement appropriée le langage cinématographique, lequel l'aurait surprise parmi les machines, dans son milieu social et quotidien, dépassant les psychologismes et les visions considérées comme faussement anthropomorphiques.

Le cinéma-vérité n'est pourtant pas interprété comme réalisme ingénu, mimésis de la réalité, sans aucun rapport automatique avec l'image. Au contraire, Vertov souligne qu'il s'agit d'un travail de sélection du document à filmer, et des rapprochements dans le document filmique, qu'il s'agit donc d'interprétation visant à privilégier consciemment une optique, un point de vue, celui du prolétaire.

L'introduction du son poussa les Soviétiques à étudier les nouvelles possibilités qui en étaient offertes au cinéma. En 1928, Eisenstein, Aleksandrov et Pudovkine rédigeront « le manifeste de l'asynchronisme », dans lequel ils exprimeront leurs préoccupations devant la dégénérescence de l'usage du son. En fait, si celui-ci est utilisé pour accompagner l'image, il peut réintroduire les éléments théâtraux que le cinéma de montage avait dépassés. Un emploi du son comme « contrepoint orchestral par rapport aux images », comme « facteur indépendant de l'image » aurait ouvert au cinéma de nouvelles possibilités expressives.

Pudovkine suggéra, par exemple, que « l'image aurait pu fixer le rythme du monde, tandis que le son suivrait l'évolution des perceptions humaines » (5). Eisenstein, lui, entrevit la possibilité de représenter le flux de la conscience, le monologue intérieur, déjà exploité en littérature.

La théorie du contrepoint sonore est, en définitive, une reconnaissance du fait que l'écart seul rend évidente la possibilité de motivation. Elle constitue une dernière confirmation de l'effort entrepris par les Soviétiques, au niveau de l'ensemble de la théorie de la production filmique, pour construire une spécificité du langage cinématographique, à l'aide d'un système formel, adapté à l'interprétation des nouveaux contenus idéologiques.

Le concept de « montage souverain », défendu par les Soviétiques, fut l'objet de diverses critiques, outre qu'il fut dépassé dans la pratique du cinéma américain. La première critique fut surtout adressée à Eisenstein par le Hongrois Bela Balasz (1884-1949), lequel ne nia pas l'importance du montage défini comme « ciseaux poétiques », mais vou-

(5) PUDOVKIN, Vsevolod, « Suono e immagini », *La settima arte*, Torino, Ed. Riuniti, 1947 (trad. italienne).

lut en réduire les possibilités d'usage. Il observa que « les images sont reliées les unes aux autres de l'intérieur » (6), c'est-à-dire par l'introduction inévitable d'un courant de signification. Il souligna, en outre, que ne doit pas être sous-estimée une autre composante : le cadrage.

Balasz se pencha surtout sur cette modalité particulière du cadrage qu'est le premier plan. C'est le moyen technique de révélation des aspects de la microphysionomie inconsciente de l'acteur; c'est un moyen de réapprendre le langage des gestes et des expressions du visage, pour faire revenir l'homme « visible ». A travers le premier plan, le metteur en scène dirige l'attention du spectateur, les possibilités de lecture. Balasz a cerné d'une manière aiguë un procédé spécifique du film, qui fait partie en tout cas du bagage cognitif du spectateur habitué au cinéma, qui en connaît les modalités. Pour preuve, un exemple que donna Balasz : la panique qui s'empara des spectateurs quand Griffith représenta pour la première fois « une énorme tête, coupée du corps, qui souriait » (7).

1.3. THÉMATIQUES DU RÉALISME

Une orientation différente centrée sur la notion de réalité de l'image est représentée par les écrits de André Bazin (1918-1958), fondateur des *Cahiers du Cinéma*.

Selon lui, le cinéma représente le point d'arrivée d'un processus qui considère à la base de tout art figuratif l'idée de la défense contre le temps, lequel annule et corrompt; le rêve donc, de vaincre la mort. L'originalité de la photographie par rapport à la peinture, réside dans le fait que si « tous les arts sont fondés sur la présence de l'homme, ce n'est que dans la photographie que nous jouissons de son absence » (8). Le cinéaste ajoute la reproduction du temps à l'objectivité photographique; « pour la première fois, l'image des choses est aussi celle de leur durée ». Elle est donc « ontologiquement » liée à la réalité, elle en participe, « comme une empreinte digitale ».

Le principe qui guide le cinéma, le réalisme ontologique, est confirmé par les étapes de son développement, et aussi par les conquêtes techniques (couleur, son, etc.), qui, dans la vision téléologique de Bazin, le rapprochent sans cesse davantage de la réalisation d'un réalisme « total ».

L'on peut assimiler les réflexions de Siegfried Kracauer aux mêmes prémisses (1899-1966); lui aussi vit le cinéma, essentiellement comme un développement de la photographie. C'est pourquoi il en mit en évidence « la notable inclination naturelle pour le monde visible... Le cinéma est vraiment lui-même quand il enregistre et révèle la réalité physique » (9).

(6) BALASZ, Béla, *Le cinéma*, nature et évolution d'un art nouveau. Traduit de l'allemand par Jacques Chavy, Paris, Payot, 1979.

(7) BALASZ, Béla, *ibidem*.

(8) BAZIN, André, *Qu'est-ce que le cinéma ?*, Paris, Ed. du Cerf, 1958/62.

(9) KRAKAUER, Siegfried, *Teoria del film. Il ritorno alla realtà fisica*, Milano, Il Saggiatore, 1962 (trad. italienne).

L'on peut déjà observer dans cette affirmation la position particulière de Kracauer, par rapport à celle de Bazin, face à la réalité et à sa représentation. En effet, selon lui, « la réalité comporte de nombreux phénomènes difficilement perceptibles sans caméra. » « Le metteur en scène devrait suivre des « inclinations naturelles » et choisir à l'avance des sujets « cinématographiques », tels que ceux qui ont affaire avec le mouvement, tout ce qui échappe à l'œil, comme le fortuit, ou qui n'est pas au centre de notre attention, comme les choses très petites, ou trop grandes, l'indéterminé, l'illimité, le flux de la vie.

Tandis que Bazin recherche la vérité des choses, dans leur intimité — le sens du monde —, Kracauer demande au contraire au cinéma d'enregistrer des faits visibles. En ce sens, la conception de Kracauer est moins attaquable du point de vue des récentes acquisitions sémiologiques. Son réalisme n'est pas ingénu, en tant qu'il ne méconnaît pas complètement, à l'intérieur du fait cinématographique, les conditions, les choix, le travail d'interprétation, même sous la seule forme de « révélation » de zones du visible. (10).

1.4. CINÉMA ET LANGAGE

Dans l'œuvre monumentale de Jean Mitry « *Esthétique et Psychologie du Cinéma* » (1963), l'étude des rapports entre cinéma et langage est amplement affrontée. Tant par sa longueur que par le nombre de problèmes qu'il traite, c'est un livre difficile à résumer. Il vaut donc la peine de n'en traiter ici que certains points placés dans l'optique du présent article.

Mitry analyse les relations entre les arts, la création et le langage, confrontant le cinéma aux autres moyens d'expression artistique. Nous nous attarderons en particulier à la partie consacrée aux rapports entre cinéma et littérature (11). Mitry y a mis en évidence le mode particulier à chacun de ces deux arts de concevoir le temps et l'espace. Dans un roman, le temps est plus intensément conçu comme tel, tandis que dans un film, la durée est toujours relative à un espace; l'image entraînée dans le temps modifie sans cesse son espace. Le temps est donc perçu comme changement spatial. Le film, en outre, se conjugue seulement au présent; en effet, pour disloquer le temps, il est contraint de disloquer aussi l'espace (par exemple, à travers les flash back), ou il est obligé de recourir à des artifices littéraires comme la « première personne sonore ».

La littérature qui, depuis le début, possède le temps, tend péniblement vers l'espace, tandis que le cinéma qui possède depuis toujours l'espace, tend vers le temps. Le sens de la durée, le plus fort, du roman est ultérieurement compris entre le temps du récit qui est passé et celui de la lecture qui est présent. Cette considération ne tient pas trop compte du fait que le temps de lecture du film est lui aussi présent, et que son temps de diégèse, en tant que récit, « séquence close d'événements irréalisés », est situé, lui aussi, dans le passé. Il y aurait lieu, au

(10) KRAKAUER, Siegfried, *ibidem*.

(11) MITRY, Jean, *Esthétique et psychologie du cinéma*, II, « Les formes », Paris, Ed. Universitaires, 1965, p. 343-368.

contraire, d'observer la différence entre les temps et les modes de lecture du roman, qui peuvent varier de lecteur à lecteur, être déplacés fortement dans le temps, être vécus par étapes, et le temps de lecture du film qui est, au contraire, standard. Par rapport à l'acte de lecture du roman, Mitry affirme qu'il pourrait consister dans la visualisation de la parole. Cette conception pêche par partialité, viciée par l'hypothèse selon laquelle un livre serait un film intériorisé et que « le cinéma commence là où finit la littérature » (12).

Plutôt que de confronter les modes expressifs des deux arts, pour en évaluer la potentialité, je crois qu'il serait plus utile de rechercher des analogies à un niveau plus profond que celui du rapport spatio-temporel. A la base, il y a les structures narratives, et c'est en travaillant sur la narrativité que se vérifie si analogies et différences sont à repérer au niveau de la manifestation ou si elles ne se trouvent pas, au contraire, au niveau des structures profondes.

1.5. CINÉMA ET INDUSTRIE CULTURELLE

L'essai de Walter Benjamin (1892-1940) : *L'opéra d'arte à l'époque de sa reproduction technique*, de 1936, est la prémisse théorique d'un type d'enquête non plus uniquement concentrée sur les possibilités d'expression esthétique du cinéma, mais qui l'insère plutôt dans le contexte d'une société capitaliste, qui en spécifie l'origine d'une manière critique, ainsi que la destination, et qui en évalue les contributions sociales et culturelles.

Benjamin observe que la reproductibilité technique, rompant l'irrépétibilité et l'unicité du « hic et nunc », a dépouillé l'art de « l'aura qui le polarisait », à savoir sa distance culturelle.

Partant de la conception selon laquelle l'art engendre des exigences qui ne sont pas en mesure de pourvoir à son statut actuel, déjà dans la production des avant-gardes du vingtième siècle, l'on peut relever ces éléments et ces effets aujourd'hui pleinement exprimés par le cinéma. Avec lui se réalise la fusion totale entre réalité et machine qui rend vraisemblable ce qui est le produit d'un artifice, dans un climat de connivence avec l'illusoire.

Grâce au cinéma, la frange du perceptible s'est amplifiée, au niveau de la sensibilité optique et acoustique. Avec le premier plan, l'espace se dilate, avec la prise de vue au ralenti, le mouvement se dilate. L'effet de la réalité filtrée par la machine, en l'occurrence par la caméra, n'est pas de faire voir ce qui de toute façon aurait pu se voir, mais de capter des traits particuliers que l'on n'aurait pu noter autrement.

A travers et au-delà du réalisme, Benjamin dépasse le critère de réalité de l'image. La même ambiance habituelle peut donc assumer un autre aspect, en nous laissant une marge de choix et de liberté face à l'habituel. L'on est en mesure de noter, par exemple, ce qu'il advient quand on presse le pas ou ce qu'il arrive entre le métal et la main qui prend une cuillère. Ce ne sont pas des séquences de mouvements con-

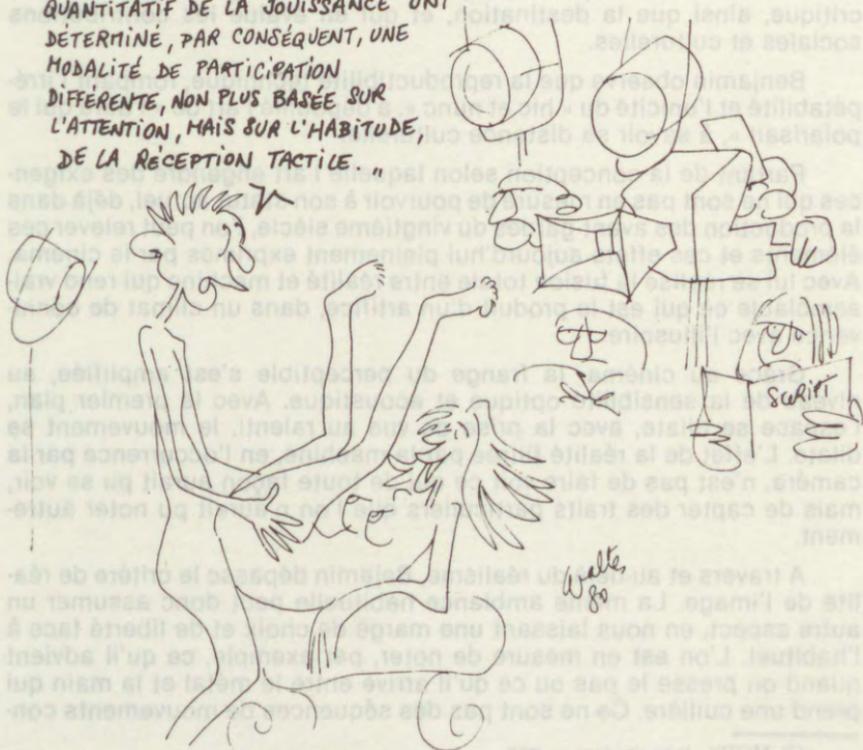
(12) MITRY, Jean, *ibidem*, p. 367.

nues, mais des mouvements glissants, planants, infra-naturels. L'espace et le temps sont inconsciemment élaborés : l'univers de l'inconscient optique devient une partie du visible.

L'impossibilité, de la part du spectateur, d'arrêter les images qui se succèdent rapidement, l'empêchant de s'abandonner à la contemplation et au flux des associations, l'accoutume à une jouissance « a scatti ». Ce qui correspond au stress et aux chocs de la vie quotidienne, raison pour laquelle nous sommes portés à considérer le cinéma comme la forme d'art dans laquelle s'actualise le mieux le danger de perdre sa vie. Ou bien, comme adéquation aux dangers qui menacent sans cesse davantage l'individu dans le trafic urbain, par exemple.

La reproductibilité et l'aspect quantitatif de la jouissance ont déterminé, par conséquent, une modalité de participation différente, non plus basée sur l'attention, mais sur l'habitude, de la réception tactile. Le public est un examinateur, mais un examinateur distrait, en tant que le film est aussi spectacle, divertissement. C'est en exploitant ces particularités du cinéma que l'on peut viser l'art avec de nouvelles finalités.

" LA REPRODUCTIBILITÉ ET L'ASPECT QUANTITATIF DE LA JOUISSANCE ONT DÉTERMINÉ, PAR CONSÉQUENT, UNE MODALITÉ DE PARTICIPATION DIFFÉRENTE, NON PLUS BASÉE SUR L'ATTENTION, MAIS SUR L'HABITUDE, DE LA RÉCEPTION TACTILE. "



Le discours ouvert de Benjamin aborde un gros problème, dans une optique compréhensive; il anticipe aussi sur la problématique des media, dans la société capitaliste. Il met en évidence la charge positive de la communication et de l'art de masse, contre une esthétisation de la politique, pour une politisation de l'art.

Le jugement positif sur les possibilités des media représente une position originale de Benjamin, dans l'Ecole de Francfort. Il fut critiqué par Adorno et Horkheimer qui ne reconnaissent, eux, à la technique, aucune potentialité révolutionnaire. Au contraire, même s'il partage les théories de Benjamin sur l'identité du film, entre « technique immanente » et « technique de la restitution », c'est-à-dire des moyens de reproduction, Adorno n'en partage pas les conséquences.

Le cinéma est un rouage de l'industrie culturelle, avec un caractère de systématisme et de standardisation. Une diffusion de masse, en fait, impose des produits fortement standardisés : le schématisme, le stéréotype, le cliché se substituent à l'œuvre. L'art est plus que jamais une marchandise, un bien de consommation. « L'industrie culturelle prétend hypocritement s'adapter aux consommateurs, leur fournir ce qu'ils désirent », en réalité, elle crée et invente leurs besoins, elle fait apparaître comme existant ce qu'elle veut créer, elle planifie la demande, les possibilités de consommation et jusqu'à leur diversification. « Pour tous est prévu quelque chose, pour que personne ne puisse y échapper; les différences sont forgées et diffusées artificiellement » (13). « La rationalité technique est rationalité du domaine lui-même » (...); l'élément déviant aussi est programmé, « Les modèles officiels sont superposés aux modèles non officiels, qui fournissent l'impact et sont neutralisés par les officiels » (14).

Le cinéma participe à plein de ce mécanisme. Etant fondé sur le « naturalisme radical » de l'image photographique, il ne jouit pas du détachement par rapport au réel, propre à l'art. Il est la justification, l'apologie de l'existant. « Il opère une véritable déformation, justifie le monde en tant qu'il le présente — en tout cas — comme doté de sens. Il n'y a personne qui se déplace de cette façon, tandis que le film voudrait faire croire que tout le monde agit ainsi » (15).

Adorno démystifie le prétendu caractère populaire du cinéma, il le définit comme « Le medium par excellence de l'industrie culturelle » (16), qui, comme le soit-disant art populaire, reflète la domination. En effet, « l'autoreproduction automatique de la réalité constituée est, dans ses formes intégrées, expression de domination » (17). La série de procédés qui pourraient sembler s'opposer au réalisme (cadrage décentré, fondu, flash back, etc.) ne sont eux non plus que des moyens pour entraîner les spectateurs à compléter ce qui se soustrait au réalisme filmique. Pour exprimer des objets sans concepts, le film doit recourir à des éléments non cinématographiques, c'est-à-dire à la négation des normes de la technique cinématographique elle-même.

(13-14-15) ADORNO, Theodor W. et HORKHEIMER, Max, *La dialectique de la raison*, traduit de l'allemand par Eliane Kaufholz, Paris, Gallimard, 1974.

(16) ADORNO, Theodor, *Minima Moralia*, Torino, Einaudi, 1964 (trad. italienne).

(17) ADORNO, Theodor, *ibidem*.

Une alternative positive pour le cinéma réside dans la recherche de sa potentialité la plus stimulante ailleurs; par exemple, dans une certaine musique et « dans le refus de tomber dans l'artisanat artistique d'une part et dans le refus de se réduire au documentarisme, d'autre part » (18).

A la lumière d'une analyse plus approfondie, et mieux, peut-être, en privilégiant une certaine optique et une interprétation, il semblerait que la conception d'Adorno puisse laisser une porte ouverte au cinéma. Certes, sur son discours dense et complexe à propos de l'industrie culturelle, il ne subsiste aucun doute. Le cinéma en fait partie pleinement et en constitue un exemple. Mais Benjamin avait déjà prévu ce qui pourrait être une objection, en démontrant que l'art de masse peut avoir un pouvoir d'évasion. L'industrie culturelle a fait son chemin, et il n'est pas aisé d'être optimiste, actuellement. Le contrôle social existe, passe par les media et il est difficile de réussir à en imposer un usage non conformiste; il suffit de penser à la pauvreté du cinéma super-8, aux récentes expériences de radios libres, ou aux difficultés de la presse « alternative », par exemple.

Adorno, enfin, a condamné le cinéma, en tant que « réactionnaire », comme « tout réalisme esthétique » (19). C'est là un point qu'il faut mettre en discussion: le concept de réalisme de l'image doit être réexaminé pour sortir du borbier de l'idée d'un cinéma comme mimésis de la réalité, et donc comme véhicule de transmission, de seule transmission de l'idéologie « dominante. » Le cinéma mérite plus que ce réductionnisme.

I.6. CINÉMA ET MÉDIOLOGIE

L'étude des moyens de communication de masse a été entreprise d'une manière approfondie par Marshall Mc Luhan. Il a conçu les media comme extensions et prolongements de nos sens et de leurs fonctions; leur particularité est de changer, de bouleverser notre relation avec le milieu ambiant. Il est donc essentiel de s'arrêter sur le sens de ce changement et sur ses effets, plutôt que d'analyser les contenus des messages télévisés et cinématographiques. L'affirmation de Mc Luhan: « Le Médium, c'est le message » éclaire synthétiquement son intérêt pour l'incidence culturelle et sociale des media. Mc Luhan a subdivisé les média en « chauds » (hot) et « froids » (cool), par référence à la température de l'information. Un message se définit comme chaud ou froid dans la mesure où il fournit beaucoup ou peu d'éléments d'information, de nombreux ou rares éléments de décodification. Les media froids impliquent donc un processus actif de participation synesthétique, tandis que les media chauds offrent une forte proportion de sens, de la part de l'émetteur.

(19-20) ADORNO, Theodor, « Film transparente », *Parva Aestetica*, milano, Feltrinelli, 1979 (trad. italienne).

Sur Pudovkin, voir *Vsevolod Poudovkin*, présentation par Luda et Jean Schnitzer. Choix de textes avec documents iconographiques, Paris, Seghers, Coll. Cinéma d'aujourd'hui, 1966.

En ce qui concerne le cinéma, il a en soi les caractéristiques des vieilles technologies mécaniques, et du Nouveau Monde. Il représente un médium relativement chaud, en tant qu'il transmet une quantité considérable d'informations, substituant à la réalité un « monde en bobine », « fait de rêves en boîte », les biens de consommation les plus alléchants. En cela, le cinéma est proche de la littérature, et dans une position d'échange réciproque. Mc Luhan en arrive à apercevoir dans le flux de conscience de Joyce « un film intérieur », qui justement, au moment d'extrême mécanisation de l'industrie, semblerait restituer le monde de la spontanéité, des rêves et des expériences personnelles les plus originales. Le spectateur cinématographique, en outre, est « psychologiquement seul, tout comme le lecteur de livres, silencieux ». Différent est le rapport qu'il entretient avec la télévision, médium dominant, dont il a été pratiquement chassé, et dont il est devenu un simple accessoire. Le cinéma semble donc subir un processus de refroidissement sous l'influence du petit écran qui est en train de le dépouiller de son caractère magique.

Il s'agit d'une interprétation originale de la mort progressive du cinéma, ou, d'une façon plus optimiste, de sa transformation ou de sa domestication aux exigences de l'homme électronique.

L'étude du cinéma comme partie des inter-media, de la chaîne des moyens de communication de masse, est une prérogative, et ce n'est peut-être pas un hasard, des Américains. Gene Youngblood, disciple de Mc Luhan, en représente la ligne futurologiste.

Les media sont vus positivement comme une expansion des sens et de la totalité du système nerveux humain ; par conséquent, ils peuvent signifier un élargissement de l'horizon de la communication. Le cinéma synesthésique, c'est-à-dire extra-objectif, qui concilie et harmonise des impulsions différentes, comme l'est, par exemple, le cinéma « underground » américain, marque l'épuisement de la fiction, du réalisme traditionnel, du drame. Youngblood fait en outre l'hypothèse de la décentralisation et, par le fait même, de la personnalisation de la communication, qui pourrait bien mettre fin à l'époque de la consommation de masse, et donc de la communication « officielle », représentée par le genre dramatique.

Sous l'influence de l'amplification de la technique « légère » (super-8, video-tape, radio-FM, etc.), Youngblood est porté à formuler l'hypothèse que ces moyens réussissent à faire la mythique fusion des arts et de la vie. Comme toutes les futurologies, celle-ci a son charme et en tout cas elle stimule la réflexion. Ses hypothèses sont fondées, même si elles paraissent un peu éloignées et différentes des expériences européennes.

Quoi qu'il en soit, il ne semble pas que l'aptitude du cinéma et de la littérature à raconter des histoires puisse être simplement liée à une période historique déterminée, et par conséquent qu'elle puisse être liquidée ou qu'elle puisse s'épuiser aussi aisément. Les rapports entre la fiction et le réalisme, entre fiction et communication officielle vieillie n'ont pas fait l'objet d'une démonstration qui en atteste l'égalité. La tendance à la « privatisation » de la communication, dans un certain sens,

la renaissance de l'artisanat, mise en évidence d'une façon très aiguë par Youngblood, peut avantageusement permettre de surmonter le réalisme, peut-être la communication officielle, mais certainement pas la fiction. Le cinéma « underground » est un phénomène limité, et de toute façon intellectuel, d'élite. D'ailleurs, tout en niant la fiction, il en affirme toutefois l'existence à un certain niveau superficiel ; ne pas raconter est une façon de raconter que l'on n'est pas en train de raconter, étant donné que pour le spectateur, le modèle de film qu'il a acquis est une histoire. Même l'absence est significative, l'écart présuppose la norme.

CONCLUSION

Les débuts de la réflexion théorique sur le cinéma, dans la perspective esthétique, ont accompagné les premiers pas du nouvel art. La théorie en est liée doublement à la pratique. Ce n'est pas par hasard que beaucoup de réflexions furent celles des metteurs en scène eux-mêmes, comme ce fut le cas des Soviétiques, ou bien, naquirent de la nécessité de construire la spécificité du film, comme dans le cas du débat sur le montage, ou des théories sur le réalisme.

Au moment où le cinéma atteint sa propre maturité, il devient objet d'étude de la part de disciplines diverses qui privilégièrent l'un ou l'autre des aspects du nouveau langage. La sociologie, de son côté, prit en considération sa portée sociale, ses liens avec l'industrie culturelle, la communication de masse.

L'exigence actuelle, qui nous semble la plus pressante, est celle d'enquêter sur l'objet-cinéma en tant que tel, de répondre à la question : « Qu'est-ce que le cinéma ? Comment fonctionne-t-il ? ».

Une discipline récente s'oriente dans cette voie : la sémiologie du cinéma. Son pionnier, Christian Metz, considère en ce sens le cinéma comme un langage fonctionnant selon ses règles propres et dont il faut analyser la syntagmatique de la bande visuelle. D'origine linguistique, la démarche de Metz permet de distinguer à l'intérieur du signifiant filmique une forme (le montage, les oppositions de motifs, les contrepoints image/son ou image/parole), et une substance, en l'occurrence, quatre substances (l'image en mouvement, le bruit, le son musical, le son phonétique). Les mêmes éléments ont aussi, comme signifiés, leur propre substance sémantique, humaine et sociale et leur propre forme qui est la structure de sens profonde.

Cette orientation n'épuise certes pas toutes les possibilités de recherche surtout par rapport à l'écriture filmique. Liée à la question du fonctionnement du cinéma, pointe celle, capitale, de ses modes de transmission idéologique et de ses implications politiques et sociales.

EN DIAGONALE

CRÈCHES : LE LOUP DANS LA BERGERIE

Les femmes ont toujours travaillé. Leurs bébés étaient, selon les circonstances, gardés par des grands-parents, confiés à une nourrice, emmenés aux champs ou dans les manufactures, ou encore laissés seuls, plus de 15 heures d'affilée souvent, au logis. Le problème de la garde des enfants n'est donc pas neuf, même s'il se pose aujourd'hui en d'autres termes, la misère et la malnutrition n'y ajoutant plus, chez nous, leurs ravages.

Quand on songe à ce qu'était l'espérance de vie des enfants d'ouvriers d'industrie au XIX^e siècle, on comprend que le souci unique qui a présidé à la création des premières crèches ait été d'ordre sanitaire. Ce n'est pas un hasard si leur organisation dépend aujourd'hui encore du Ministre de la Santé publique.

Pendant des années, la pénurie des crèches a été criante et la revendication essentielle des femmes et des organisations syndicales en cette matière a porté sur la nécessité de les multiplier. Lentement et de manière fort inégale selon les régions du pays, la situation s'est améliorée sur le plan quantitatif : 72 crèches et préguardiennats pour toute la Belgique en 1968, 174 crèches et 260 préguardiennats en 1975.

Si le nombre de lits disponibles est encore loin de pouvoir répondre à tous les besoins — en Wallonie surtout — les progrès réalisés ont laissé place à l'émergence de nouvelles revendications, d'ordre qualitatif.

Créée pour garder les enfants des mères qui travaillent, la crèche, longtemps suspecte, rejetée souvent au bénéfice d'une gardienne qui s'identifie davantage à l'image de la mère tend aujourd'hui — quand les moyens sont suffisants — à devenir un lieu d'éducation, ouvert à la famille et sans rupture avec elle. Chez les parents comme parmi le personnel des crèches a mûri l'idée que la crèche est non seulement indispensable sur le plan social, mais que, plus qu'un mode de garde, elle est ou devrait être une véritable école de la vie où les enfants apprennent à manger et à boire mais aussi à jouer, dessiner, observer, créer dans un milieu affectif sécurisant. Cela signifie notamment que l'encadrement soit suffisant, que la qualification et le salaire des puéricultrices soient au moins au niveau de ceux du personnel de l'Education nationale.

Et de poser la revendication idéale : il faut de bonnes crèches partout, pour tous les enfants, que les mères travaillent ou non. Il faut aussi diminuer le temps de travail des parents. On est loin du compte...

Au lendemain d'une année internationale de l'enfant marquée presque exclusivement par des discours, le gouvernement prend une mesure concrète : blocage des subventions accordées à l'ONE (*). Celle-ci répond en exigeant l'application stricte des normes fixées par l'Arrêté royal du 13 février 1970, avec pour conséquence des préavis de licenciement et l'on parle même de fermeture de certaines crèches.

(*) *OEuvre Nationale de l'Enfance.*

Au terme de l'Arrêté royal du 13/11/70, le taux d'encadrement dans une crèche se calcule selon les critères suivants :

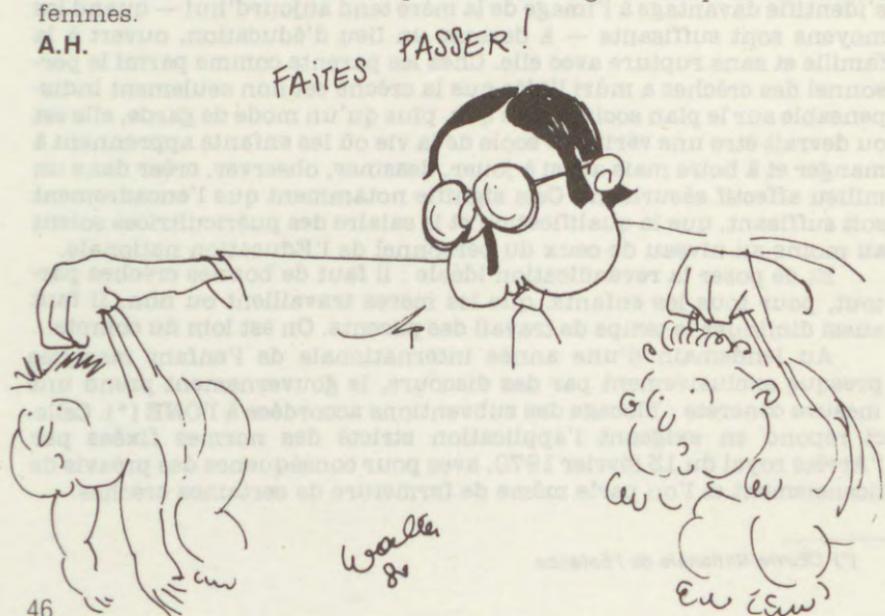
- 1 puéricultrice par section de 5 lits pour les bébés de moins de 8 mois
- 1 puéricultrice par section de 8 lits pour les bébés de moins de 18 mois
- 1 puéricultrice par section de 10 lits pour les enfants de moins de 36 mois.

Ces subsides sont versés par l'O.N.E. moyennant un taux d'occupation de 70 %. Or, tout le monde s'accordait pour estimer ces normes insuffisantes : l'O.N.E. elle-même conseillait aux pouvoirs organisateurs des crèches d'engager davantage de personnel et un projet d'amélioration de ces normes était même en gestation. En outre, le taux d'occupation exigé ne tient pas compte du nombre d'heures d'ouverture des crèches, des absences des enfants pour cause de maladie, des périodes de vacances sans parler du chômage féminin qui n'est pourtant pas imaginaire.

Le gouvernement tente de faire des économies en réduisant le personnel qualifié dont ont besoin les enfants. Cette agression contre les crèches a ceci de bon — encore faut-il le pouvoir la contrer — qu'elle aura mis en évidence tout ce qui avait été acquis dans les dernières années, au plan pédagogique et affectif, dans la plupart des crèches ; à preuve les témoignages des parents, la combativité des puéricultrices, leur souci de sauvegarder cet acquis qualitatif, leur revendication d'une formation améliorée pour mieux rencontrer encore les besoins affectifs et culturels des enfants.

Faut-il ajouter que plane sur tout ceci l'ombre de la polémique sur le rôle des mères et le travail féminin et que ce n'est pas par hasard que le secteur des crèches est visé quand le chômage atteint plus de 170.000 femmes.

A.H.



LA PAIX ET LES JEUX

N'en déplaise à ceux qui prenant pour cible les Jeux de Moscou, entendent surtout boycotter la détente : la flamme olympique ne sera pas étouffée sur l'autel de la guerre froide. Quelque 85 Comités nationaux olympiques seront représentés. La défaite pour Carter est d'autant plus rude qu'a été ample et virulente la campagne menée. Celle-ci du reste se poursuit pour, à défaut d'empêcher les Jeux de se tenir, rendre difficile leur préparation.

Ainsi le nouveau gouvernement belge, sous prétexte de ne pas soutenir la politique faite à Moscou, croit-il devoir faire chez lui celle de Washington et de Bonn. Les champions des marathons parlementaires se muent en empêcheurs de courir en rond. Il n'y aura pas d'aide gouvernementale au Comité olympique et interfédéral belge. Les « libéraux » de l'austérité, frais émoulus de leur entrée dans l'équipe ministérielle, peuvent exulter : voilà 14,5 millions qui n'iront pas au sport. Pour participer aux Jeux, le C.O.I.B. sera contraint — à moins de céder à la volonté gouvernementale — de sacrifier les fonds qu'il affecte à l'éducation sportive des jeunes.

Marquée du sceau de l'autoritarisme, la décision de Martens III fait fi du droit qu'ont les seuls comités nationaux olympiques de choisir de participer ou non aux compétitions. Elle tient pour négligeable l'avis d'une grande majorité de la population belge, favorable aux Jeux comme l'ont indiqué les sondages. Elle augure mal, entre autres signes funestes, du « résultat des courses » de ce gouvernement décidé à ser- rer à droite.

On comprend certes l'indignation de l'opinion devant l'intervention soviétique en Afghanistan — brandie comme prétexte au boycott des Jeux — et les informations diffusées, pour confus que soient leurs fondements, sur ses conséquences dans ce pays même.

Aussi n'est-ce pas le blason d'un Etat, récemment terni dans cette aventure, qu'il s'agit de redorer. Mais si les Jeux ont lieu à Los Angeles en 1984, y participer signifiera-t-il soutenir les U.S.A. et leur politique en Amérique latine, au Moyen-Orient ou... aux Etats-Unis? Peu de pays pourraient alors prétendre accueillir les Olympiades. Celles-ci au demeurant ne sont pas censées mettre en lice des pays mais des individus.

Nous n'aurons pas la naïveté de placer le sport loin au-dessus des conflits de ce monde, dans l'air éthéré de l'Olympe. Pas plus qu'aucun autre phénomène social il n'est indépendant du contexte historique. Les Jeux traversent d'ailleurs depuis des années une crise de croissance, pas seulement parce qu'ils sont hantés par la politique. Le goût du gigantisme et du sensationnel, un certain nationalisme, les ambiguïtés de l'esprit de compétition, en sont d'autres aspects. Mais ce qu'il y a de sain dans l'« esprit olympique », comme idéal de fraternité, est assurément une valeur à préserver.

D'autre part, si les Jeux ont un rôle politique à jouer, il est ailleurs que là où d'aucuns le situent. Ils sont en effet un terrain parmi d'autres où peut progresser l'idée de la paix, que favorisent l'amitié vécue et le rapprochement culturel des peuples. Ils offrent une occasion d'établir

des contacts, d'échanger des vues et des expériences dont peuvent bénéficier le progrès social et la démocratie.

Refuser de céder à la campagne contre les Jeux n'est pas sans importance, dans la foulée de la puissante manifestation du 9 décembre dernier, pour agir sur la décision que devra prendre la Belgique pour ou contre l'implantation des missiles eurostratégiques. Ni, et c'est lié, du point de vue de l'indépendance de notre pays et de l'Europe vis-à-vis des blocs.

Pierre ERGO.

A MIAMI CHAPS
ON EST CANDIDAT
POUR LES J.O. A'
LA PLACE DE MOSCOU...

ALORS ON
... NETTOIE !



A LIVRES OUVERTS

LÉOPOLD III

« Fin du mythe Léopold » : c'est ainsi que titre son compte rendu dans *De Morgen* le professeur Herman Balthazar. Et de fait, après l'analyse critique à laquelle s'est livré Jean Stengers, et dont il a réussi à rendre la lecture passionnante, un ensemble de questions parmi les plus controversées de la question royale paraissent définitivement établies.

L'auteur a explicitement délimité son champ : les politiques de 1940. Les prolongements qu'il leur donne se rapportent exactement à la connaissance qu'on en eut et aux interprétations dont elles firent l'objet. Nous dirons qu'il s'agit là, au plan méthodologique, d'une gageure que le flot d'événements et documents qui irriguent la question royale rendait difficile à tenir.

Cette question royale fut pendant près de dix ans le terrain d'un conflit dont les lignes de force sont parfois peu aisées à tracer. Une schématisation gauche-droite ou Wallons-Flamands masquerait une réalité bien plus complexe, qu'on se condamnerait ainsi à ne point comprendre. Ce long moment de crise recouvre à n'en pas douter des conflits de classe, d'idéologie, de religion et de morale et il faudra encore de minutieuses études pour en dénouer les fils. En isoler hâtivement un élément fausserait la réalité.

Tout au long des affrontements — et Jean Stengers le souligne — il a existé un hiatus profond entre le « dit » et le « ressenti », entre les arguments utilisés et les motivations profondes. Son propos est ici de reconstituer des faits par rapport aux versions qui en ont été produites et d'en établir les implications, qu'elles aient été perçues ou non à l'époque. Il a puisé à des sources nouvelles — et certaines particulièrement importantes — mais surtout il a réuni, ordonné, scruté avec pénétration tout ce qui existait et la découverte sans doute la plus étonnante est que les événements essentiels de la vérité qu'il fait émerger étaient tous présents à l'époque mais que le décryptage n'en fut point opéré.

Du drame militaire de mai 1940, Jean Stengers trace brièvement le déroulement. S'il ne conteste pas la nécessité dictée par le sort des armes de la capitulation, il en sonde les implications : l'ouverture d'une brèche dans le dispositif allié, mais surtout l'accord donné à la mise hors combat de toute l'armée belge. En clair, en capitulant dans les Flandres, le chef de l'armée mettait hors jeu les éléments repliés en France qui auraient constitué un instrument capital entre les mains du gouvernement en cas de poursuite du combat par la France.

L'auteur montre ensuite comment se développa effectivement une politique royale basée sur la conviction d'une victoire inéluctable et définitive du Reich. Elle forme la base même du conflit avec son gouvernement à ce

moment. Militairement le roi est plus clairvoyant que les ministres. Politiquement, il jette le gant. C'est une erreur d'interprétation juridique d'un de ses conseillers qui l'empêche de perpétrer ce que l'auteur appelle le « désastre irréparable » : la formation d'un gouvernement (dirigé par de Man) en territoire occupé, gouvernement qui aurait automatiquement éliminé le cabinet Pierlot.

C'est vers ce dernier que l'auteur se tourne ensuite pour en décrire l'effondrement après l'armistice français. Mais effondrement qui n'intervient qu'après une audace juridique qui sauvera la continuité constitutionnelle de son action future. L'auteur montre en effet que la fameuse formule appuyée sur l'article 82 de la Constitution, qui transférait la totalité du pouvoir exécutif entre les mains du gouvernement est une « création » non prévue par les constituants. Mais avant d'utiliser pleinement ces pouvoirs, Pierlot et ses ministres ont à leur tour renoncé.

Pas tous cependant et Jean Stengers opère ici une véritable réhabilitation d'un homme politique que l'histoire n'avait pas vraiment pris au sérieux : Albert De Vleeschauwer, ministre des Colonies. Pour l'auteur, c'est à la ruse et à l'obstination de ce dernier que l'on doit la reconstitution à l'automne d'un gouvernement à Londres. Dans tout travail historique de valeur, un auteur courageux présente des hypothèses. Voici l'une d'elles. Investigation faite, et sérieusement faite comme ici, tout est affaire d'accent mis sur l'un ou l'autre élément. Je ne m'estime pas totalement convaincu sur ce point, mais sans doute est-ce là le poids d'une autre « intime conviction » car j'avoue ne pas avoir d'élément probant à opposer à ces vues. Alors pourquoi ne pas accepter de mettre en exergue dans cet effondrement général un homme de caractère sans oublier toutefois — et Jean Stengers le rappelle également — qu'à Londres même Camille Huysmans, M.-H. Jaspard, Isabelle Blume, Buset et d'autres n'entendaient pas renoncer à la lutte et que leur détermination hâta, si elle ne la provoqua pas, la venue du ministre des Colonies.

Nous en arrivons ainsi à la partie capitale de cet ouvrage. Le gouvernement reconstitué, il proclame publiquement le ralliement autour du roi prisonnier. C'est une fiction : l'affrontement se poursuit, dur mais secret. L'auteur, qui donne ici toute sa mesure, établit définitivement que Léopold III n'a pas abandonné son intention de jouer un rôle politique. Il le joue. Les instructions dites de Berne sont la traduction de la politique royale. Et celle-ci va à l'encontre de ce que sera, de ce qui est déjà celle des ministres à Londres. Les lettres expédiées de Berne perpétuent la vision d'une Europe dominée par le Reich, d'une Belgique qui n'est plus en guerre avec l'Allemagne. Elles traduisent la méfiance envers les Britanniques, à propos du Congo notamment. Ces intentions politiques se marquent également par l'entrevue de Berchtesgaden où, l'auteur l'éclaire judicieusement, c'est en refusant de répondre à l'attente du roi, qui désirait des assurances publiques pour l'avenir de la Belgique, qu'Hitler sauva la fiction de l'unité de vue entre le roi et le gouvernement tout au long de la guerre. La minutieuse démonstration de Jean Stengers clôt sur ces points toute discussion possible. Or il relève que le

document capital en la matière fut publié en 1945 puis inexplicablement oublié dans la polémique ! Il en va de même pour le testament politique rédigé par le roi en janvier 1944. Son contenu démontrait que chef d'un Etat membre de la grande coalition démocratique, il mettait simplement entre parenthèses la lutte menée pendant quatre ans par les Alliés, la résistance du peuple belge. Depuis mai 1940, il n'avait pas bougé d'un pouce. Pour Stengers pareil document révélé en septembre 1944, ou même en juillet 1945 aurait rendu le roi impossible. Spaak et Pierlot le lurent en septembre 44, mais ne l'utilisèrent point. Là encore l'auteur formule une hypothèse, l'oubli de l'ensemble à cause d'une partie. Marcel Grégoire a dans *Le Soir* rejeté l'explication, mais les témoignages qu'il a recueillis ne sont pas contemporains des faits. L'avenir tranchera sans doute.

Aux prises avec les hommes et les documents tout au long de son étude, l'auteur n'a point voulu ignorer les facteurs collectifs. En quelques phrases finales, il explique que c'est en fonction de l'opinion publique que s'opèrent les choix, qu'en définitive c'est le peuple belge qui trancha le débat. Fort bien, mais quel débat ? 57 % votèrent *oui* en 1950. Il reste donc sinon à l'expliquer du moins à le comprendre. Ce qui est acquis désormais ce sont les choix opérés par le roi en 1940.

L'ouvrage est d'ores et déjà un best-seller, ce n'est que justice. Et il est significatif que les seules critiques exprimées aient porté sur des problèmes de psychologie. Hélas, un fait politique est plus fort qu'une psychanalyse de ses fondements et devant des actes aussi fondamentaux posés par un chef d'Etat, l'historien n'est pas juge, mais l'histoire s'avère bien tribunal.

Une remarque cependant et elle prend forme, on le verra, sur le mode interrogatif. Jean Stengers a écarté, volontairement, il s'en est expliqué, une dimension pourtant présente dans tous les actes posés en 1940. Comment extraire la conduite du roi du paysage politique de cette période où tous les cercles dirigeants composent avec l'idéologie autoritaire, anti-démocratique, anti-parlementaire ? Comment opérer cette dichotomie alors que personnes et idées s'entremêlent, conformes, autour et avec le roi : de Man et son manifeste approuvé par le roi, Capelle recevant tous les ténors de la collaboration intellectuelle, les gradés fidèles rêvant d'une dictature royale ? La conduite royale décrite par Stengers peut-elle vraiment s'inscrire en dehors de cette sphère qui lui est familière, sinon personnelle ? Cela nous semble difficile à admettre. Bien évidemment il s'agit là d'une hypothèse opposée à une autre. Nous pensons cependant que dorment ici et là, encore bien à l'abri de la curiosité des historiens, quelques « chaînons manquants » qui pourraient conforter notre hypothèse. La politique n'est pas innocente. C'est peut-être là que réside le rejet fondamental et absolu — dans l'ignorance même des détails — d'une grande partie de la population, d'une majorité de la classe ouvrière de ce roi qui confusément leur apparaissait demeuré « dans l'autre camp ».

José GOTOVITCH.

Jean STENGERS. Léopold III et le gouvernement. Les deux politiques belges de 1940. Editions Duculot — Série Document — 250 pages.

LA « NOUVELLE ALLIANCE. METAMORPHOSE DE LA SCIENCE »

Passionnant, surprenant, déroutant... autant d'appréciations, non contradictoires du reste, qui viennent à l'esprit à la lecture du livre d'Ilya Prigogine et d'Isabelle Stengers, « La Nouvelle Alliance » (*). Un livre dont on ne sait trop par quel bout le prendre, car à l'intérieur de son organisation stricte, en trois livres (Le mirage de l'universel : La science classique, La science du complexe, De l'être au devenir), la « Nouvelle Alliance » convie le lecteur à un fourmillement de réflexions qui s'accommodent bien d'une lecture à plusieurs niveaux, en plusieurs temps. Réflexions sur l'histoire des sciences, sur les relations de celles-ci avec les courants philosophiques de l'époque moderne, mais aussi, à un niveau assez technique, sur certains concepts qui fondent les sciences physiques depuis deux ou trois siècles.

Le livre a reçu une publicité peu commune pour ce type d'ouvrage, et qui est sans doute à mettre au compte de la personnalité d'I. Prigogine qui a, comme on dit, valu à la Belgique le prix Nobel de chimie en 1977. La position des auteurs est donc relativement bien connue d'un public attentif : l'ancienne alliance aristotélicienne entre l'homme et la nature physique, harmonie animiste et soudée par la théologie, est morte à l'aube des temps modernes. Avec le triomphe de la mécanique newtonienne, de la physique classique du XVIII^e siècle, l'homme, avec toute la complexité du vivant, s'est trouvé exclu d'une nature froide, entièrement déterminée, où le temps ne sert qu'à guider le fil du déroulement immuable de l'ordre des

choses. Mais le XIX^e siècle, avec ses chimistes, ses médecins, avec les interrogations fondamentales de la thermodynamique (en particulier l'irréversibilité des phénomènes, le sens du temps qui semblait contredire les trajectoires réversibles de la mécanique...), a jeté les bases d'une nouvelle compréhension de la nature. Non plus une nature désincarnée, peuplée d'objets idéalisés, non plus une nature en équilibre, mais la nature, fluctuante et créatrice, où les systèmes complexes qui la composent sont capables d'organisation spontanée, loin de situations d'équilibre. Une nature enfin dont on peut (ou pourra) non pas nécessairement prévoir mais comprendre le devenir incertain, l'organisation biologique elle-même, et dont l'homme, acteur et spectateur, ne sera donc plus exclu.

Il s'agit donc d'opérer (c'est la conclusion de l'ouvrage) un « réenchantelement du monde » et d'entrevoir enfin cette « nouvelle alliance » entre la nature et l'homme, entre l'homme et la science, entre une culture humaniste et une culture scientifique, entre lesquelles une image « désenchantée » de la nature a creusé un véritable fossé. Le diagnostic posé par Prigogine et Stengers sur l'évolution de la pensée scientifique participe, on le voit, d'un véritable programme idéologique. A ce titre, on ne pourra donc lui faire le reproche d'être parfois partiel, voire partial, et de faire la part belle aux contributions conceptuelles de Prigogine et de son école de chimie physique. Ce n'est d'ailleurs pas un des moindres mérites de « La Nouvelle Alliance » que d'insister sur la complexité et la diversité contradictoire des conceptions scientifiques qui s'affrontent à chaque époque, sur l'historicité de ces conceptions, en particulier en mettant l'accent sur l'importance du choix des questions posées à la nature dans l'élaboration d'un système de pensée scientifique.

(*) « La Nouvelle Alliance. Métamorphose de la science », Ilya Prigogine et Isabelle Stengers, *Bibliothèque des Sciences humaines*, éd. Gallimard, Paris, 1979.

Dans l'article de Pierre Gillis qu'on lira par ailleurs dans ce numéro des C.M., on trouvera de nombreuses références à « La Nouvelle Alliance ». Il y est souligné combien les positions de Prigogine et Stengers sont associées à une idéologie matérialiste qui s'oppose radicalement au positivisme encore dominant à notre époque dans la philosophie des sciences, et dont les préoccupations rejoignent à plus d'un titre celles du matérialisme dialectique. On se contentera ici de relever cette réflexion menée tout au long du livre sur le caractère subjectiviste ou non de l'irréversibilité d'un phénomène (celle-ci est-elle liée à notre connaissance imparfaite, ou est-elle une propriété intrinsèque de certains systèmes?), sur le comportement déterministe (en terme de trajectoires) ou statistique d'un système thermodynamique, réflexion qui débouche sur une prise de conscience très concrète de ce que peut être une « loi naturelle ».

Une telle lecture de « La Nouvelle Alliance », pour qui a la volonté de la mener à bien, vaut à elle seule le prix de l'effort. Mais il ne faut pas se cacher que l'abord d'un tel ouvrage est pour le moins ardu. Il serait même bon de mettre le lecteur en garde contre un risque réel : c'est que certains développements assez techniques restent hermétiques ou même trompeurs pour un lecteur qui ne possède pas une solide formation en sciences naturelles (notamment les pages consacrées aux systèmes ergodiques ou à la mécanique quantique). Le lecteur scientifique ris-

que d'ailleurs à son tour, sans préparation, d'éprouver de la difficulté à saisir certaines allusions philosophiques.

Il y aurait beaucoup à dire enfin sur la crédibilité que l'on peut reconnaître au livre de Prigogine et Stengers par rapport à l'un des buts qu'il s'assigne : restaurer la confiance des hommes en la science. Cette confiance dont on nous dit qu'elle a été ébranlée par le « désenchantement » de l'homme face aux idées dominantes du mécanisme, sans parler plus concrètement de l'institution scientifique, du rôle ambigu qu'elle n'arrête pas de jouer vis-à-vis du pouvoir politique et de l'idéologie dominante, de ses compromissions avec les intérêts économiques, etc. Peut-on raisonnablement s'attendre à ce que la seule évaluation des idées scientifiques suscite une pratique scientifique autre, qui témoignerait pratiquement de cette convergence possible entre l'intérêt des citoyens et les buts poursuivis par la recherche? C'est Isabelle Stengers elle-même qui soulignait dans l'hebdomadaire « Voyelles » (n° 7, mars 80) qu'« il faut un type d'approche scientifique encore à créer. Lorsqu'elle décide de construire un barrage, la technique ne se soucie pas de l'effet produit sur toute une région. Il y faudrait une écoute patiente de la nature, de ceux qui la connaissent par expérience, sur place. »

Si la nouvelle alliance peut donc se concevoir, autre chose encore est de la rendre crédible et de l'organiser...

M. R.

EN REVUES

LA REVUE NOUVELLE

La question des forces de l'ordre — et de savoir de quel ordre il s'agit — forme le plat de résistance de la livraison d'avril de la R.N. (1). Une question à laquelle les C.M. ont pour leur part aussi apporté quelque éclairage (2). En introduction, la revue met en garde contre une certaine tendance à minimiser les dangers en matière de libertés démocratiques. Et de fait, sans donner dans une vision catastrophiste qui ne tiendrait pas compte du potentiel mobilisable contre ces dangers, il est permis de craindre qu'à trop banaliser la démocratie, on ne puisse l'empêcher d'être canalisée selon des voies aussi insidieuses que technocratiques.

Craintes que nourrit ici l'article de Cyriel Fijnant, Béatrice Haubert et Jean-Claude Willame : « Halte! Police ». Où l'on montre, à travers une rétrospective de l'évolution de l'appareil policier en Belgique, que le rôle de « contrôle » de ce dernier prend le pas sur son caractère de « service ». Le déséquilibre institutionnel est déjà ancien qui permet à la gendarmerie de tenir la dragée haute aux autres corps de police et entraîne son renforcement constant. Et de filière en aiguillage on en arrive aux « microfiches B » et à la multiplication des services spéciaux comme le tout récent service de « Surveillance nucléaire ». Et de souligner qu'aucun cadre juridique défini n'est attribué en Belgique à la Sûreté de l'Etat. Alors que celle-ci s'arroge la mission pour le moins spéciale de combattre « tout comportement subversif ou potentiellement subversif sur le plan politique, culturel, social, économique et administratif »...

L'article est assorti de documents législatifs sur la gendarmerie, la police

communale et la police judiciaire des Parquets, et d'un rappel de « quelques garanties élémentaires ». Si les auteurs dénoncent à raison les abandons des autorités politiques (des promesses gouvernementales remontant à 1974 et qui figureraient encore dans la dernière déclaration de l'équipe Martens I sont restées sans effets), le lecteur exigeant restera sur sa faim quant aux voies possibles vers une démocratisation, notamment dans le domaine crucial des procédures d'instruction judiciaire et du droit à l'assistance juridique.

De nouveau J.C. Willame dans un article plein d'intérêt — « Vers la démocratie autoritaire? » — où le problème est placé dans le contexte de la réorganisation des forces productives au sein du capitalisme « avancé » — avancé dans un processus de transnationalisation et d'unification (voir la fameuse « Trilatérale »). Pour ce capitalisme, les formes démocratiques libérales et parlementaires sont dépassées tandis que paradoxalement, la violence apparaît comme « anti-économique » dans une société de consommateurs. D'où la voie recherchée du « contrôle social » par des mécanismes de domination raffinés dont certaines sociétés multinationales offrent l'exemple. Cette répression « douce » se fait aussi plus envahissante, globalisante. Il s'agit de « stigmatiser la production de toute contre-idéologie par des groupes de plus en plus systématiquement exclus des sphères du pouvoir ». Mais, se demande l'auteur, jusqu'où pourra se réaliser ce nouveau projet capitaliste alors que les termes du contrat social (la règle du jeu) sont partout discutés? Alors qu'apparaissent des possibilités de guerres nucléaires limitées quoique ravageuses? Ici encore on pourra regretter, dans un article où l'auteur se demande en conclusion si la « loi

d'airain du profit » n'engendrera pas « inexorablement » la violence et la guerre, l'absence d'au moins l'esquisse des voies à frayer pour un consensus social autre, résolument démocratique.

Pour terminer ce dossier, un autre titre interrogatif, signé Christian Panier : « Une communauté répressive européenne? ». La répression est en effet un terrain où l'Europe se construit sans trop de heurts depuis la Convention européenne pour la répression du terrorisme (1977) jusqu'à l'Accord de Dublin de décembre 79. Et de rappeler le zèle de la Belgique dans la rédaction de ces deux textes. « Puis, en douceur, viendra leur tour », dit l'auteur des démocrates qui ne se reconnaissent pas dans le terrorisme officiellement visé (et assurément condamnable). Malgré la Cour de Justice qui siège à Luxembourg, source de garanties certes, mais les écluses sont nombreuses. Malgré les proclamations répétées sur « l'Europe des Droits de l'homme » par des institutions de la CEE, des chefs d'Etat — indicatrices à la fois d'une prise de conscience et d'une impuissance. Mais la gauche?

Un mot sur « L'agriculture énérgivore? », de Jean-Pierre Lebailly. Il y relativise les notions d'agriculture « primitive » et « moderne », explique la méthode d'analyse qui mesure les performances agricoles en unités énergétiques et fournit des chiffres préoccupants sur l'agriculture belge. Celle-ci souffre en effet de pertes annuelles énormes en hectares, du coût croissant des matières premières dépendant fortement de l'énergie, de sa soumission à l'approvisionnement étranger en céréales et en grains pour satisfaire aux besoins d'une production animale hypertrophiée. L'auteur dénonce « le caractère odieusement prédateur et égoïste de notre alimentation, qui répond ainsi au cliché : viande = bien-être ». La réorientation des productions implique, conclut-il, un rééquilibre des choix du consommateur.

A signaler encore dans ce numéro : « Le réveil de l'Islam », par Yakim Moubarac; « Par delà le vrai et le faux », de Jean-François Malherbe (à propos de la méthodologie des théories scientifiques vues par les philosophes anglo-saxons).

P.E.

(1) 150 F le numéro. Rue des Moucheron 3-5, 1000 Bruxelles.

(2) Voir notamment « Communistes et libertés », J.-P. Vankeerberghen, n° 84 (mai 80).

BULLETIN DE LA F.A.R.

Le numéro 106/107 (mars-avril) du « Bulletin de la F.A.R. » nous arrive alors que nous mettons sous presse : à suivre...

SOCIALISME

L'affaire Graindorge

L'affaire Graindorge a été un révélateur. « Elle a mis l'accent sur certains vices de notre procédure pénale et a amené les citoyens à réfléchir sur la mission et les devoirs du barreau et de la magistrature. » Dans le numéro d'avril de *Socialisme*, le ministre d'Etat Pierre Vermeylen tire quelques enseignements de cette affaire qui a passionné l'opinion.

C'est ainsi qu'il met en question le caractère secret et non contradictoire de l'instruction. « Le secret, écrit-il, est nuisible à la défense qui ne peut lutter à armes égales avec l'accusation (l'une des règles de la Convention européenne des droits de l'homme). Il est techniquement critiquable car la défense peut activer utilement l'instruction et lui éviter des erreurs dues à une vue unilatérale des choses. Il est aussi terriblement injuste pour le prévenu. »

De même, l'application de la loi sur la détention préventive donne lieu à des abus manifestes. Alors que cette loi est « un modèle du genre » (en tout cas dans le cadre de l'instruction secrète), son application est défectueuse. Jusqu'au jugement, le prévenu doit être présumé innocent. Mais les juridictions d'instruction, renversant cette présomption, « considèrent souvent le prévenu comme présumé coupable et le maintiennent en détention s'ils estiment qu'il sera condamné ». Cet abus, précise Pierre Vermeylen, s'étend jusqu'aux tribunaux puisque « bien souvent, le prévenu est condamné exactement au temps qu'elle (la détention préventive) a duré, ce qui souligne que le préjugé des juridictions d'instruction est couvert par les juridictions de jugement ».

Autre réforme qui s'impose pour Pierre Vermeylen : celle de la formation de nos polices. Il ne croit pas tellement à l'efficacité des contrôles extérieurs pour empêcher des pratiques illégales comme les écoutes téléphoniques. « Le meilleur moyen de les rendre inopérantes est de doter ceux qui

pourraient en user d'une conscience professionnelle telle qu'ils y renoncent. Tout dépend de l'enseignement par lequel on amènera les polices à un respect de la liberté égal à celui qu'ils ont de l'ordre. » Sans doute est-ce un idéal. Mais en attendant, ne faudrait-il pas aussi renforcer les contrôles démocratiques ?

Enfin, Pierre Vermeylen insiste aussi sur la nécessité de démocratiser la magistrature. De par leur origine, leur mentalité, leur éducation (études trop exclusivement juridiques, coupées de la réalité sociale), les magistrats peuvent avoir tendance à privilégier le souci du maintien de l'ordre au détriment des droits de l'homme, surtout dans les périodes de crise. Il conviendrait donc de démocratiser la magistrature en la rendant plus sensible aux causes du désordre social.

A signaler dans le même numéro : un article d'Henri Cleempoel sur « l'assurance-maladie en question », une analyse des accords de Lomé par Raymond Dury et un historique du conflit érythréen par Emile Lejeune.

V.K.

Walter, qui illustre ce numéro, n'est pas un professionnel du dessin. Il exerce le métier de pédiâtre dans un grand hôpital bruxellois. Le dessin politique — il publie régulièrement dans le « Drapeau rouge » — est une de ses formes d'évasion, une soupape salubre, surtout après les services de garde nocturnes à l'hôpital. Beaucoup de ses dessins sont impubliables dans notre presse parce que trop indécents ou féroces. Il rêve donc d'un « Charlie Marx Hebdo » où le rire s'affirme comme le propre de l'homme tout en sachant aussi être une arme pour changer la vie.

Vient de paraître...

LE PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE (1921-1944)

Numéro hors série des Cahiers Marxistes
Fondation Joseph Jacquemotte

Actes de la journée d'étude de Bruxelles — 28 avril 1979

TABLE DES MATIÈRES

— Avant Propos, **Rosine Lewin.**

Séance du matin.

Claire Billen, Présidente de CHEMA. *Introduction.*

I. **Marcel Liebman**, *Origines et fondation du P.C.B.*

Discussion : R. Van Doorslaer, P.P. Mater, J. Puissant, M. Steinberg, C. Coussement, G. Carpinelli, B. Dandois, M. Hannotte, S. Beelen.

II. **Rudi Van Doorslaer**, *Le Parti Communiste dans l'entre-deux-guerres.*

Discussion : M. Liebman, H. Masson, A. Morelli, P. Joye, M. Steinberg, J. Puissant, J. Verhelst, M. Hannotte, S. Beelen.

Séance de l'après-midi.

III. **José Gotovitch**, *Guerre et libération, jalons pour une étude.*

Discussion : T. Dejace, D. Rochette, C. Coussement, A. Morelli, P. Joye, M. Liebman, M. Hannotte, M. Steinberg, H. Masson, J. Vogel.

IV. Discussion générale : **B. Wolstijn, P. Joye, M. Liebman, G. Desolre, R. Van Doorslaer, T. Dejace, G. Carpinelli.**

V. Conclusion : **Claire Billen.**

VI. **Bernard Dandois**, *Bibliographie de l'histoire du P.C.B., 1921-1979.*

I. Editions du P.C.B.

A. Congrès et Statuts

B. Publications

II. Travaux sur le P.C.B.

A. Documents

B. Biographies et souvenirs

C. Histoire, sociologie, politique

III. Index des noms et matières.

Commandes à envoyer, avec votre nom et adresse exacte, à la F.J.J., 20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles. Le paiement (350 F + port) est à faire à notre CCP (voir verso), avec la mention : Livre PCB 1921-44.

ÉCOUTEZ, JE SUIS UN PATRON PATERNALISTE
ET JE VOUS CONSEILLE DONC TEL UN PÈRE
A' CE FILS DE VOUS ABONNER A' UNE
BONNE REVUE MARXISTE COMME LES "CAHIERS"
ALLEZ ET JE VOUS LA PAYE !

MERCI PATRON
MAIS J'SUIS DÉJÀ
ABONNÉ !

ZUT
ALORS JE
LE GARDE
POUR
MOI !



Walter
Fr

L'abonnement annuel (10 livraisons) : 500 F

L'abonnement « jeunes » (moins de 25 ans) : 250 F

Etranger : 600 F

Soutien : F.

ADRESSE : 20, avenue de Stalingrad — 1000 Bruxelles

Téléphone : (02)512.90.12

CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte.